



APASIC - ONG

ENSEMBLE MOBILISONS LES BONNES VOLONTES
AUTORISATION : N° 2000/438/MISAT/DC/DG/DAI/SAAP-ASSOC du 06/12/2000

N° 23/J.O. / page 1131 de la 111^e année du 1^{er} décembre 2000.

Comptes bancaires N° 0100301380261527018

APASIC ONG NSIA BANQUE BENIN

RAPPORT ANNUEL 2024

DES ACTIVITES

(EXECUTIONS ET PARTICIPATIONS)

DE L'ONG APASIC



JANVIER À DÉCEMBRE 2024

N° 0821 / MECCAG – PDPE / DC / DPRPIB / SCAONG du 27/04/01 ~ N° 008ac-2001/CPA-ONG/D/SA du 26/03/01 ; N°0474/MFPTRA/DC/SA du 23/03/01,
INSAE N° 2978530163430~N° 0014 / MCRI-SCBE / DBEVA / SSOCBE ; N° 0051 DDSP/ATL-LITT~~ N° IFU : 6201002064609,
ADRESSES : Maison ACHI, Village Avodjihoué, Arrondissement de Sokouhoué, Commune de Djakotomey, Département du Couffo
Telephones : (00229) 95 53 29 83 / 96 17 40 95 Email : ong_apasic@yahoo.fr, ou ong.apasic@gmail.com,
www.ong-apasicbenin.blogspot.com, - www.facebook.com/APASIC.ONG2000, twitter.com/apasic_ong , twitter.com/ApasicOng

Notre devise « *Solidarité– Entraide– Discipline –Professionnalisme –Transparence. »*
Notre slogan « *Ensemble, Mobilisons les Bonnes Volontés ! »*

NOTRE MISSION « *Contribuer à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) en organisant les femmes/filles surtout rurales en vue de leurs autonomisations, de la connaissance et du bénéfice de leurs droits afin qu'elles assument leurs rôles de mères pour le meilleur intérêt et la protection de leurs enfants et de la communauté. »*

NOTRE VISION « *Faire du Bénin, un modèle de développement dans la sous-région à travers l'accompagnement et l'appui des communautés rurales surtout les femmes dans leur processus de Développement Participatif et Durable en vue d'insuffler un dynamisme aux regroupements, par des actions de sensibilisation, de mobilisation et d'éducation pour permettre l'avènement d'une société pacifique, équitable, conviviale, fraternelle et paisible. »*

NOTRE BUT « *Promouvoir le développement à travers des actions sociales et des initiatives communautaires en vue de promouvoir l'entreprenariat par l'information, la communication, le changement de comportement, la formation et la sensibilisation. »*

Nos domaines d'intervention : GENRE ET DEVELOPPEMENT : installations, formations et suivis des groupements de femmes ;

→ SANTE : Prévention des IST et du VIH/SIDA ; du paludisme et autres maladies ; Promotion de la Santé de la reproduction ;

→ EDUCATION ET SPORTS : diverses sensibilisations ; installations et équipements de bibliothèques ; organisations de journées et de concours de lecture ; organisations des tournois de football et autres disciplines sportives ;

→ Bonne gouvernance : observations des élections ; control citoyen de l'action publique ;

→ Appui conseil - Protection de l'environnement.

SOMMAIRE

Introduction

I- Activités réalisées

II- II- Difficultés rencontrées et Solutions

III- III- Perspectives

Conclusion

INTRODUCTION

L'Association pour la Promotion de l'Action Sociale et des Initiatives Communautaires (ONG APASIC) a poursuivi au cours de l'année 2024, la mise en œuvre des actions de développement initiées ainsi que la participation à la mise en œuvre des activités des Réseaux dont elle est membre pour l'atteinte de ses objectifs fixés à sa création.

Le présent rapport d'activités couvre la période de Janvier à Décembre 2024 et présente les activités, les difficultés rencontrées et les perspectives.

a-) N'ayant pas gagné d'appels à projets pour bénéficier des subventions pour leurs mises en œuvre durant l'année 2024, concernant les activités initiées et exécutées, nous ne pouvons faire mention que de cinq (05). Il s'agit de :

1. la conception d'affiches et leurs publication sur les réseaux sociaux le 08 Mars sur le thème : « **Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme** » de la Journée Internationale de la Femme (JIF) 2024 ; et Réalisation des affiches et publication sur les réseaux sociaux pour les 24 ans de l'ONG APASIC le 06 Décembre 2024 ;
2. Organisation et Participation de l'ONG APASIC, membre du « Groupe de Co développement accès à la terre » de OXFAM Bénin, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente du C.A.), « au plaidoyer en direction des autorités locales et communales et chefs traditionnels de la commune de Djakotomey pour la jouissance par les femmes des articles 368 à 370 du code foncier et domanial » en compagnie de l'équipe de OXFAM Bénin, des ONGs « CJ2D Ayessi, REPSFECO Bénin, WILDAF Bénin, Espoir Plus et autres membres du Groupe de Co développement accès à la terre » pour la mise en œuvre de la stratégie d'influence en matière de facilitation de l'accès des femmes à la terre du groupe de Co développement « Accès des femmes à la terre » du projet « Voix et Leadership des Femmes » (VLF), dans la Commune et les dix arrondissements de Djakotomey (Département du Couffo) ;
3. Initiation et mise en exécution de la 3^{ème} Edition du Projet "UPeSoPAD (Un Peu de Solidarité aux Personnes Âgées Démunies)", le samedi 15 Juin 2024, au Musée Historique d'Abomey (Zou), dans le cadre des « Journée Mondiale contre la Faim et Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées » au profit de 50 hommes et femmes du 3^e âge d'Abomey et environs ;

4. Mobilisation et sensibilisation de 300 producteurs de la commune de Djakotomey sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et les techniques de l'agriculture biologique pour renforcer la résilience agro-alimentaire et promouvoir la culture biologique au Bénin par APASIC ONG en partenariat avec Bio Plantes Innove le Jeudi 25 Juillet 2024 au Centre de Loisirs des Jeunes de Djakotomey. Une centaine de bénéficiaires de Djakotomey disposant de 1½ d'hectare d'espace ont été sensibilisée et cinquante ont reçu des ÉCHANTILLONS GRATUITS D'ENGRAIS BIO EN POUDRE ET LIQUIDE ;

5. Organisation de la 9E ÉDITION DU PROJET « UN PEU DEBONHEUR AUX ENFANTS VULNERABLES / DEMUNIS / HANDICAPES » (U.PE.B.E.D.HA), DE APASIC-ONG EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION ACTION PARFAITE, LAS-ONG ET AUTRES ONGs ALLIEES, PLUS DE 500 ENFANTS DE SOKPONTA GLAZOUE / DEPARTEMENT DES COLLINES COMBLES LE SAMEDI 21 DECEMBRE 2024.

b-) celles (divers ateliers, réunions, séminaires de formation, séances de sensibilisation et la mise en œuvre des micros projets) auxquelles l'ONG APASIC a participé et qui sont initiées par les structures (réseaux) faîtières dont l'ONG APASIC est affiliée et financées par les Partenaires Techniques et Financiers des réseaux affiliés.

a -) ACTIVITES EXECUTEES (MENEES) PAR L'ONG APASIC

DATE	ACTIVITES EXECUTEES DETAILLEES / LIEU / PARTENAIRES	QUELQUES IMAGES (PLUS D'IMAGES ET VIDEOS, CONSULTEZ : www.facebook.com/APASIC.ONG2000 ; www.ong-apasicbenin.blogspot.com)
Janvier à Décembre 2024	Publication des rapports d'activité 2023 et de diverses actions de l'ONG APASIC, demandes de partenariats, subventions, soumissions aux appels à projets... par mails, sur blog et profils des réseaux sociaux	
08/03/24	CAMPAGNE NUMERIQUE SUR LES RESEAUX SOCIAUX POUR LA PRISE EN COMPTE DES DROITS DES FEMMES QUI SONT DES DROITS HUMAINS; Dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme (JIF) 2024 sur le thème: « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme».	
20 Février 2024	<p>Organisation et Participation de l'ONG APASIC, membre du « Groupe de Co développement accès à la terre » de OXFAM Bénin, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente du C.A.), « au plaidoyer en direction des autorités locales et communales et chefs traditionnels de la commune de Djakotomey pour la jouissance par les femmes des articles 368 à 370 du code foncier et domanial » en compagnie de l'équipe de OXFAM Bénin, des ONGs « CJ2D Ayessi, REPSFECO Bénin, WILDAF Bénin, Espoir Plus et autres membres du Groupe de Co développement accès à la terre » pour la mise en œuvre de la stratégie d'influence en matière de facilitation de l'accès des femmes à la terre du groupe de Co développement « Accès des femmes à la terre » du projet « Voix et Leadership des Femmes » (VLF), le mardi 20 Février 2024 à la salle des fêtes du centre des jeunes et loisirs de la Mairie de Djakotomey (Département du Couffo).</p> <p>Dans la plupart des pays d'Afrique, les femmes ont souvent un accès limité à la terre en raison de pratiques coutumières et de lois qui favorisent les hommes dans l'héritage et la propriété foncière. Et ce, bien que les textes fondamentaux de nombre de ces pays, reconnaissent l'égalité entre les sexes. Heureusement depuis quelques années, les dirigeants consécutifs de ces pays, aidés par des organisations internationales œuvrent pour l'application effective de ces textes énonçant l'égalité entre les sexes. Ces textes sont souvent soit d'anciens textes de lois soit de nouveaux. La partition des organisations internationales est particulièrement marquée par des actions pouvant influencer les prises de décisions en faveur de l'observance de l'égalité entre les sexes.</p> <p>Au Bénin, depuis quelques décennies l'on observe la mise en place des réformes pour promouvoir l'égalité des sexes en matière de propriété foncière, mais des défis subsistent : les femmes continuent de faire face à des obstacles pour accéder à la terre. Une action combinée des organisations non Gouvernementales internationales et locales, s'imposent donc à tous afin de relevés ces nombreux défis et permettre à la femme de jouir pleinement de tous ces droits et notamment d'avoir un même niveau d'accès à la terre que l'homme.</p>	

C'est sous cette veine que OXFAM Québec présent au Bénin depuis plusieurs années, a regroupé les ONG locales travaillant avec elle pour l'égalité des sexes, le droit des femmes et filles et leur autonomisation, en des groupes de codéveloppement. Ce sont des cadres de concertation entre ONG sur des thématiques données en lien avec les droits de la femme. Ainsi, depuis janvier 2022, Oxfam Québec au Bénin a mobilisé les ONG béninoises intéressées par la question de l'accès des femmes à la terre au sein du groupe de codéveloppement appelé « **Accès des femmes à la terre** ». L'objectif de ce groupe est de fédérer les efforts de ces ONG afin d'améliorer l'accès des femmes à la terre. Depuis sa création, ce groupe mène des activités pour l'atteinte de ses objectifs. Avec les femmes de Djakotomey, il avait en Février 2023, organisé un plaidoyer visant la jouissance par les femmes des articles 368 à 370 du code foncier et domanial.

Toujours dans son envie de faciliter l'accès à la terre des femmes, ce groupe de codéveloppement a entrepris, une série d'actions d'influence en direction des chefs coutumiers et traditionnels, des chefs de villages, des propriétaires terriens, des élus communaux et des autorités de la commune de Djakotomey. Ces actions d'influence visent à engager ces cibles à faire avancer les normes et pratiques socioculturelles en faveur d'un meilleur accès des femmes à la terre d'une part, et à mettre en application les dispositions des articles 368 à 370 du code foncier et domanial au profit de la jouissance par les femmes de leurs droits d'accès à la terre, d'autre part. au nombre de ces actions, il y a l'organisation d'un plaidoyer à l'endroit de toutes les cibles citées ci-dessus.

La salle des fêtes du centre des jeunes et loisirs de Djakotomey a servi de cadre pour l'organisation de cette séance de plaidoyer en faveur de l'accès des femmes à la terre, ce mardi 20 Février 2024. Organisée par le groupe de co – développement « Accès des femmes à la Terre » cette séance a rassemblé un grand nombre de participants de la commune entière. Parmi les présents, l'on a pu compter la présence de la plupart des chefs de villages et chefs d'arrondissements de la commune, du Maire de la commune et de ses deux adjoints, des chefs traditionnels et religieux, des femmes de la commune. Bien qu'étant très occupé, le secrétaire exécutif (SE) de la mairie de Djakotomey a été très actif dans la réussite de l'évènement.

La séance a débuté par un discours d'ouverture de la présidente du groupe de Co – développement, organisateur de la séance, mettant en avant l'importance de l'accès des femmes à la terre pour le développement économique et social de la commune. Prenant la parole, le Maire et ses deux adjoints, après leurs mots de salutations envers l'assistance, ont à tour de rôle salué l'initiative, encouragé les organisateurs à poursuivre dans ce sens afin de permettre aux femmes d'accéder à la terre au même titre que les hommes. Ensuite, les membres du groupe de codéveloppement ont partagé des témoignages et des données sur la situation actuelle des femmes en termes d'accès à la terre dans la commune. Les femmes quant à elles ont exprimé leur impuissance face à toutes les difficultés et souffrances qu'elles endurent notamment en ce qui concerne leur accès à la terre tant par la succession que par les baux. A la réalité, ces femmes subissent des souffrances intenses en termes d'accès au foncier, or elles sont pour la plupart des agricultrices. Les chefs traditionnels présents ont reconnu l'importance de la femme dans le bien-être de la famille notamment sa contribution à la satisfaction des besoins de sa famille d'une part, et d'autre part l'injustice subie jusque-là par la femme en terme d'accès à la terre en l'occurrence celle de la succession et aussi les baux. Les différents intervenants ont plaidé en faveur de l'adoption de mesures visant à faciliter l'accès des femmes à la terre, telles que des mesures d'application réelles des lois foncières, la sensibilisation des populations et des autorités locales, ainsi que la mise en œuvre de programmes de formation et d'accompagnement des femmes agricultrices. A travers des chants et pas de danse bien cadencées au rythme de la localité « **GNONNOUHOUN** », ces femmes ont exprimé leur joie de voir des organisations non gouvernementales et des autorités à divers niveaux, s'intéresser de mieux en mieux à leur bien-être notamment à la jouissance de leurs droits. Elles ont donc pu faire leur plaidoyer en s'exprimant librement et en utilisant les mots qu'il faut pour se faire entendre.

Et ce, avec toutes les émotions qui caractérisent la femme. Très impressionnées et émues, les autorités locales et communales ainsi que les chefs traditionnels, ont fait parlé leurs cœurs et ont rassuré ces femmes de ce que cette séance marque le début de la fin de leur souffrance en ce qui concerne l'accès à la terre.

À l'issue de cette séance de plaidoyer, les participants ont exprimé leur soutien à la cause des femmes en matière d'accès à la terre et se sont engagés à travailler ensemble pour promouvoir l'égalité des droits fonciers entre les hommes et les femmes dans la commune de Djakotomey. Et ce, convaincus que les normes culturelles et les lois discriminatoires limitent leur droit à la propriété foncière

Cette séance de plaidoyer a été un succès et a permis de sensibiliser un grand nombre d'acteurs locaux sur l'importance de l'accès des femmes à la terre. Il est maintenant primordial de passer à l'action et de mettre en place des actions concrètes pour garantir l'égalité des droits fonciers au Bénin et en particulier dans la commune de Djakotomey. Il est donc essentiel de sensibiliser davantage à cette question et de mettre en œuvre des politiques et des réformes pour garantir un accès équitable à la terre pour toutes les femmes de notre très cher et beau pays le Bénin.





Séance d'échanges de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), avec le Directeur Commercial de CORIS Bank, Monsieur HAROUNA BIO et son équipe, à la direction générale de la banque à Saint Michel de Cotonou, pour le compte des groupements de femmes de l'ONG APASIC.

Les grandes lignes :

Introduction:

- Salutations et remerciements pour le rendez-vous.
- Présentation brève de l'ONG APASIC et de ses activités avec les groupements de femmes rurales.
- Énonciation de l'objectif de la réunion : explorer les possibilités de partenariat financier ou d'accompagnement social pour soutenir les femmes,
 - Présentation des besoins des groupements de femmes rurales,
 - Exposer clairement les défis et les besoins spécifiques des groupements de femmes rurales en matière de financement ou de projets de développement.
 - Mettre en avant des exemples concrets et des données (des exemples de projets et de résultats chiffrés),

Discussion sur les possibilités de partenariat :

- Inviter le Directeur Commercial de CORIS Bank à partager des informations sur les programmes de financement ou les initiatives sociales de la banque
- Poser des questions précises sur la manière dont la banque pourrait contribuer à répondre aux besoins identifiés des groupements de femmes rurales.
- Expliquer les avantages mutuels d'une collaboration et rechercher des synergies potentielles entre les deux organisations.

12 Mars 2024

Conclusion et plan d'action :

- Résumer les principaux points abordés lors de la réunion.
- Identifier les prochaines étapes pour formaliser un partenariat, y compris la communication ultérieure et les éventuelles rencontres de suivi.
- Remercier le Directeur Commercial pour son temps et son attention, et exprimer l'espoir d'une collaboration fructueuse à venir.

Retenons qu'un accueil très chaleureux nous a été réservé ainsi que des recommandations et de précieux conseils pour la suite de la collaboration.



Initiation et mise en exécution de la 3^{ème} Edition du Projet "UPeSoPAD (Un Peu de Solidarité aux Personnes Âgées Démunies)".

Compte rendu de l'exécution de la 3^{ème} Edition du Projet "UPeSoPAD, le samedi 15 Juin 2024, au Musée Historique d'Abomey (Zou).

Le samedi 15 Juin 2024 :

- Journée Mondiale contre la Faim ;
 - Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées,
- l'ONG APASIC a effectivement apporté, un peu de joie, à 50 hommes et femmes du 3^{ème} âge d'Abomey et environs comme programmé dans le cadre de la 3^{ème} Édition de son Projet intitulé : "UPeSoPAD (Un Peu de Solidarité aux Personnes Âgées Démunies)".

Une équipe de 04 membres de l'ONG APASIC (Mme Viviane DANSOU, Mme Odette ABOKY, Mr Alban ZOTO et Mme Assiba Solange ZOTTO) et du conducteur du véhicule, s'est rendue sur le lieu, assistée de Mr Sylvain Sonangnon TOSSOU (A.Z Zou de SWB), Mr Crétus Nelson RICO AGBOGNONNON et Mme Justine TCHAKA du LIGUE-LIFE ONG et de l'équipe du Conservateur du Musée, Mr DO-RÉGO Émiliano (tous sur place), pour procéder à la distribution des lots d'habits, de vivres aux 50 bénéficiaires, préalablement identifiées par les autorités locales (le Chef Village et ses conseillers, le Conservateur du Musée et son équipe) en tenant compte de leurs degré de vulnérabilité.

Après, les salutations d'usage entre bénéficiaires et l'équipe d'organisation de l'activité, les mots de bienvenue :

- du Conservateur du Musée,
- du représentant du Chef du Village,
- de la Présidente de l'ONG APASIC, et de l'explication de l'activité ainsi que du choix de la date, la remise des lots est faite aux bénéficiaires par les personnalités présentes.

Les lots sont composés de :

- 2 à 4 habits recyclés (par sac jaune),
- 1kg de riz, 1kg de Gari, 1kg de maïs (sac noir).

Certains ont reçu les lots debout et d'autres (personnes à mobilité réduite), assis

Après les remerciements, les bénédictions, des bénéficiaires, du représentant du Chef de Village, du Conservateur du Musée, aux donateurs, à l'ONG APASIC et à l'équipe d'organisation,

l'activité à prit fin !

(Les photos et vidéos sont prises avec l'autorisation des participants à l'activité).

15 Juin 2024

Nous remercions très sincèrement les donateurs / donatrices, le Conservateur du Musée et son équipe, les bénéficiaires et toute l'équipe d'organisation, sans qui nous ne pouvons accomplir cette noble mission humanitaire !

Vos divers soutiens de tous les temps ont été chaleureusement apprécié par les bénéficiaires, soyez bénis pour avoir permis cet instant de bonheur !

Seul Le Créateur de l'univers pourra vous récompenser !

"La main qui donne ne s'appauvrit pas !"

ong_apasic@yahoo.fr ong.apasic@gmail.com www.facebook.com/APASIC.ONG2000

twitter.com/apasic_ong twitter.com/ApasicOng <http://ong-apasicbenin.blogspot.com/>





25 Juillet 2024

SENSIBILISATION DES PRODUCTEURS DE DJAKOTOMEY SUR LES MÉTHODES AGRICOLES DURABLES.

Très attachée à la sécurité alimentaire et la santé des populations à la base, APASIC ONG en partenariat avec Bio Plantes Innove a sensibilisé plus de 300 producteurs de la commune de Djakotomey sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et les techniques de l'agriculture biologique pour renforcer la résilience agro-alimentaire et promouvoir la culture biologique au Bénin.

L'APASIC-ONG ET BIO PLANTES INNOVE SARL AUTOUR D'UNE VISION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR LES POPULATIONS LOCALES.

Pour cette 1ère phase tenue le Jeudi 25 Juillet 2024 au Centre de Loisirs des Jeunes de Djakotomey, une centaine de bénéficiaires de Djakotomey disposant de 1½ d'hectare d'espace ont été sensibilisée et cinquante ont reçu des ÉCHANTILLONS GRATUITS D'ENGRAIS BIO EN POUDRE ET LIQUIDE.

Les phases suivantes pour atteindre les 300 bénéficiaires prévus se dérouleront au cours du mois d'août.

L'ONG APASIC et Bio Plantes Innove s'engagent pour une agriculture biologique.



11 Septembre 2024

DON DE KITS SCOLAIRES aux orphelins du feu Gossou MINDIN

Les membres du forum WhatsApp "LES SAGES DE SOKOUHOUE" et l'ONG APASIC font œuvre utile à Avodjioué par :

DES DONNÉS DE KITS SCOLAIRES à cinq (05) enfants scolarisés des sept (07) du feu Gossou MINDIN, assassiné crapuleusement en juin 2024 à Djakotomey (Couffo).

Le mercredi 11 septembre 2024 a eu lieu à Avodjioué au siège de l'ONG APASIC, la remise de kits scolaires aux enfants du feu Gossou MINDIN.

Cette action est mise en œuvre par les membres du forum WhatsApp "LES SAGES DE SOKOUHOUE" avec l'appui remarquable de Mme Assiba Solange ZOTTO (présidente de APASIC ONG), a été une réussite grâce à la disponibilité des uns et des autres.

Étaient présents pour la circonstance :

1) Mr NOUMAGNAN Septime, Mr SAGBO Elie, les enfants du défunt, la veuve ainsi que les représentants de la communauté.

Les kits scolaires distribués aux enfants du feu Gossou MINDIN sont constitués : des sacs, des cahiers de TP, des paquets de cahiers de 200 pages, des paquets de cahiers de 100 pages, des vrais dessinateurs, des bics bleu et rouge, des couvertures kaki, des couvertures en plastique, de boîte de craie blanche, des pots de Colle, des scotch, des ardoises, des traceurs, des crayons, des gommes, du tissu kaki et d'une enveloppe de 5.000 FCFA.

Après la remise des dons, une explication à l'assistante venue suivre l'événement ainsi qu'à la famille, de l'origine des dons à travers l'existence du groupe WhatsApp « Les Sages de Sokouhoué » avec une présentation sommaire des membres de ce groupe est faite.

Les parents présents et la veuve ont formulé des prières à l'endroit des membres du groupe ainsi que de l'ONG APASIC, tout en espérant que ce groupe grandisse et pose beaucoup plus d'actes de générosité afin que le milieu connaisse son véritable développement surtout social. Les remerciements des enfants, de leur maman et de l'assistance n'ont pas manqué de résonner dans les tympans de l'Assemblée.

NOS SINCÈRES REMERCIEMENTS À TOUTES ET TOUS.



06 Décembre 2024

Réalisation des affiches et publication sur les réseaux sociaux pour les 24 ans de l'ONG APASIC.



De Juin au 21 Décembre 2024 décembre 2024

9E ÉDITION DU PROJET « UN PEU DEBONHEUR AUX ENFANTS VULNERABLES / DEMUNIS / HANDICAPES » (U.P.E.B.E.D.HA), DE APASIC-ONG EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION ACTION PARFAITE, LAS-ONG ET AUTRES ONGs ALLIEES, PLUS DE 500 ENFANTS DE SOKPONTA GLAZOUE / DEPARTEMENT DES COLLINES COMBLES LE SAMEDI 21 DECEMBRE 2024 !!

Bref rapport de l'activité :

Dans le cadre de leur mission d'aide aux enfants vulnérables, les organisations APASIC ONG, la Fondation Action Parfaite, LAS-ONG et autres ONGs alliées, ont uni leurs efforts pour organiser une distribution de kits vestimentaires et de jouets au profit des enfants démunis et orphelins de l'Arrondissement de Sokponta.

Cette initiative s'inscrit dans une volonté de promouvoir la solidarité, le bien-être et le sourire sur le visage des enfants en cette période festive de fin d'année.

OBJECTIFS DE L'ACTIVITE

- Offrir des vêtements décentes et adaptés aux enfants défavorisés ;
- Apporter de la joie et de l'espoir à travers la distribution de jouets ;
- Renforcer les liens communautaires en favorisant la solidarité et l'entraide.

DEROULEMENT DE L'ACTIVITE

Date et lieu : Samedi 21 décembre 2024 à l'Ecole Primaire Publique de Sokponta
Participants / Bénéficiaires : 500 enfants démunis et orphelins identifiés dans les différents villages de l'arrondissement de Sokponta
Organisateurs : Membres des ONGs APASIC, LAS, la Fondation Action Parfaite et autres ONGs alliées,
Invités : Le Roi de Sokponta, Représentants des autorités locales, leaders communautaires et parents / proches des bénéficiaires.
Programme de la journée : Accueil des enfants et des invités, Allocution des représentants des ONGs et des autorités locales, Activités ludiques et animations, Distribution des kits vestimentaires et jouets, Collation et clôture.

RESULTATS OBTENUS

- Kits distribués :
250 kits vestimentaires adaptés selon l'âge et le sexe des enfants
150 jouets variés allant des peluches aux jouets éducatifs
100 pagnes de 2 mètres remis aux enfants handicapés

IMPACT SUR LES BENEFICIAIRES :

- Sourire et joie visibles chez les enfants
- Amélioration des conditions vestimentaires pour la période des fêtes
- Renforcement de l'espoir et du sentiment d'inclusion chez les orphelins et démunis

DIFFICULTES RENCONTREES

Identification exhaustive des enfants les plus vulnérables dans un délai court

Mobilisation des ressources financières pour couvrir tous les besoins exprimés

RECOMMANDATIONS

Renforcer la collaboration avec les autorités locales pour un meilleur ciblage des bénéficiaires

Planifier des activités similaires de façon périodique pour un impact durable

Elaborer des stratégies de mobilisation de fonds plus efficace pour toucher davantage de bénéficiaires

CONCLUSION

La distribution de kits vestimentaires et de jouets organisée par les ONGs APASIC, LAS, la Fondation Action Parfaite et autres ONGs alliées, a été un franc succès. Les sourires sur les visages des enfants et l'appréciation des parents et des leaders communautaires témoignent de l'importance de telles initiatives. Cet événement marque un pas de plus vers une société plus solidaire et inclusive.

Nos sincères remerciements aux donatrices, donateurs, partenaires ONGs alliées, aux volontaires des « collettes, entretiens, tris, parquetages, distributions, ... » !

SIGNATAIRES

Présidente d'APASIC ONG
Mme ZOTTO Assiba Solange

Secrétaire Général et chargé de Communication
Jocelyn K. OKAMBAWA

PHASE ORGANISATION





Présentation des vœux de Noël et du nouvel an par mails, sur blog et profils des réseaux sociaux.



Décembre 2024 à Février 2025



2024 à Mars 2025

Organisation d'une Assemblée Générale en ligne/WhatsApp (faute de moyens pour réunir les membres qui ne résident pas aux mêmes endroits) le dimanche 28/04/2024.
 Au titre de l'année 2024, le Conseil d'Administration a tenu deux réunions en ligne (WhatsApp) au 1^{er} et 2^é semestres (les dimanches 11/02/2024 et 20/10/2024) pour réaliser les rapports moral et financier de l'année 2024 et l'adoption du Plan Stratégique (2024-2028) et du Plan d'Action 2025 de l'ONG APASIC.
 Le Bureau Exécutif a élaboré les planifications stratégiques, assuré la mobilisation des ressources et a représenté l'ONG APASIC au niveau des réseaux partenaires.

b -) PARTICIPATION AUX ACTIVITES MENEES PAR DES RESEAUX OU STRUCTURES DONT L'ONG APASIC EST MEMBRE		
DATE	ACTIVITES EXECUTEES DETAILLEES / LIEU / PARTENAIRES	QUELQUES IMAGES (PLUS D'IMAGES ET VIDEOS, CONSULTEZ : www.facebook.com/APASIC.ONG2000 ; www.ong-apticbenin.blogspot.com)
15 Janvier 2024	<p>Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la séance hebdomadaire des membres du C. A. et du personnel du RIFONGA-Bénin.</p> <p>O J :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation de vœux, OXFAM, PAEG 1, nouveaux projets, rapports annuels, plan d'actions 2024 – 2029, Divers. <p>Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, représentante du RIFONGA-Bénin, à la rencontre périodique avec les partenaires du CECI au Bénin, à la Bourse de Travail de Cotonou le 18 Janvier 2024.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mot de bienvenu et présentation de vœux de Mme DJEIGO - présentation des participants - partage et échange d'expérience entre partenaires <ul style="list-style-type: none"> - URFER-C - REPSFECO Bénin - Actions Plurielles - ANAF Bénin <p>Questions /réponses :</p> <p>Des interventions pour plus de compréhension</p> <p>URFER-C</p> <ul style="list-style-type: none"> - le riz cargo est le plus riche mais très difficile à conserver car très attaqué par les insectes <ul style="list-style-type: none"> - le plaidoyer a permis l'arrivé des partenaires (PAM, ...) - URFER-C commercialise et accompagne les groupements villageois des femmes productrices / étuveuses du RIZ (accompagnement en thème technique) <p>REPSFECO Bénin</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rôle des cliniques mobiles - Le VBG dans le Mono et Couffo - Actions actuelles pour la prévention de l'extrémisme violent - La sécurisation des terres aux femmes héritières dans le cadre de vos projets - Articles 368 à 370 du Code Foncier ... les terres non mises en valeurs <p>Actions Plurielles</p> <p>ANAF Bénin</p> <ul style="list-style-type: none"> - ANAF va vers les groupements ou les groupements adhèrent d'abord à l-ANAF ? - Est-ce que le partenariat avec le Ministère de la Culture a été facile, vu les conditions de collaboration ? - planification de la formation des partenaires sur le nouveau système comptable OHADA : le Comptable de CECI Bénin <ul style="list-style-type: none"> - Etats financiers pour l'organisation, pour chaque projet et pour l'ensemble des projets. <p>CECI Bénin est prêt pour faire la restitution à la demande de chaque organisation</p> <p>Formations présentielle : de 02 jours</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rappel sur les frais de formation – appui aux activités des volontaires - Rappel / relance sur les frais de formation – appui aux activités des partenaires - Présentation des nouveaux axes de coopération : Mme DJEIGO <ul style="list-style-type: none"> - (Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes) RPEF et Environnement <p>Changement Climatique, surtout cette année</p> <ul style="list-style-type: none"> - IMPACT RPEF : 	

CECI Bénin va déployer au cours de l'année (Avril 2024 à mars 2025, 13 Volontaires) ou + 04 au plus, dont UN SEUL Sud-SUD

- Passage en revue de la planification pour soumission au bailleur : Mme DJEIGO
- Questions diverses.

NB : Les organisateurs ont promis envoyer les documents de présentation.



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, représentante du RIFONGA-Bénin, à la rencontre périodique avec les partenaires du CECI au Bénin, à la Bourse de Travail de Cotonou le 18 Janvier 2024.

- Mot de bienvenu et présentation de vœux de Mme DJEIGO
- présentation des participants
- partage et échange d'expérience entre partenaires
 - URFER-C
 - REPSFECO Bénin
 - Actions Plurielles
 - ANAF Bénin

Questions /réponses :

Des interventions pour plus de compréhension

URFER-C

- le riz cargo est le plus riche mais très difficile à conserver car très attaqué par les insectes

- le plaidoyer a permis l'arrivé des partenaires (PAM, ...)

- URFER-C commercialise et accompagne les groupements villageois des femmes productrices / étuveuses du RIZ (accompagnement en thème technique)

REPSFECO Bénin

- Rôle des cliniques mobiles

- Le VBG dans le Mono et Couffo

- Actions actuelles pour la prévention de l'extrémisme violent

- La sécurisation des terres aux femmes héritières dans le cadre de vos projets

- Articles 368 à 370 du Code Foncier ... les terres non mises en valeurs

Actions Plurielles

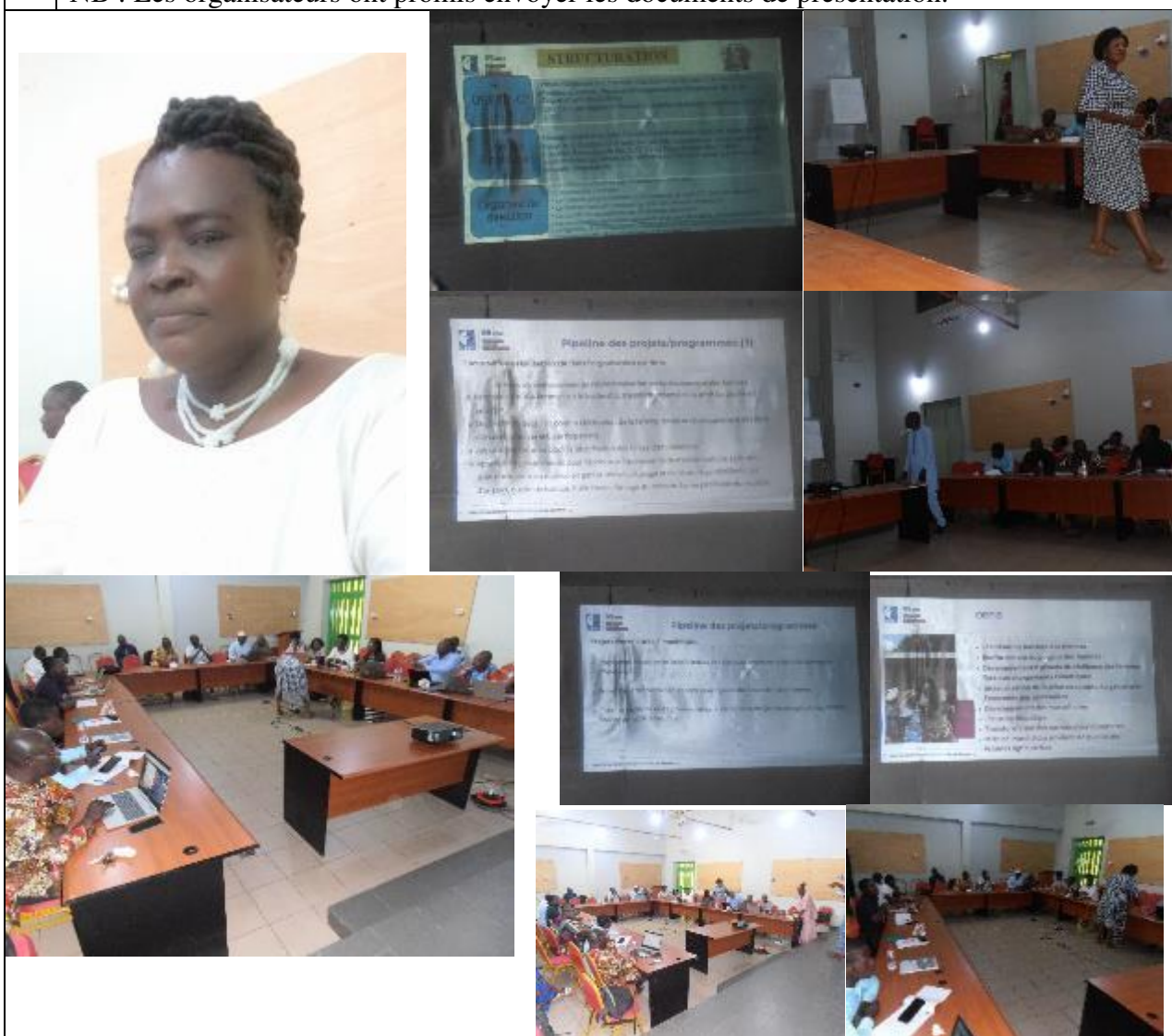
ANAF Bénin

- ANAF va vers les groupements ou les groupements adhèrent d'abord à l-ANAF ?

- Est-ce que le partenariat avec le Ministère de la Culture a été facile, vu les conditions de collaboration ?

18 Janvier 2024

- planification de la formation des partenaires sur le nouveau système comptable OHADA : le Comptable de CECI Bénin
 - Etats financiers pour l'organisation, pour chaque projet et pour l'ensemble des projets.
 - CECI Bénin est prêt pour faire la restitution à la demande de chaque organisation**
 - Formations présentielle : de 02 jours
 - Rappel sur les frais de formation – appui aux activités des volontaires
 - Rappel / relance sur les frais de formation – appui aux activités des partenaires
 - Présentation des nouveaux axes de coopération : Mme DJEIGO
 - (Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes) RPEF et Environnement Changement Climatique, surtout cette année
 - IMPACT RPEF :
 - CECI Bénin va déployer au cours de l'année (Avril 2024 à mars 2025, 13 Volontaires) ou + 04 au plus, dont UN SEUL Sud-SUD**
 - Passage en revue de la planification pour soumission au bailleur : Mme DJEIGO
 - Questions diverses.
- NB : Les organisateurs ont promis envoyer les documents de présentation.



22 Janvier

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la séance hebdomadaire des membres du C. A. et du personnel du RIFONGA-Bénin.

O J :

- OXFAM, PAEG 1, visite au domicile du Feu Jérôme CARLOS, Divers...



29 Janvier 2024

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la séance hebdomadaire des membres du C. A. et du personnel du RIFONGA-Bénin.

O J :

- Travail sur un projet à soumettre ;
- OXFAM, PAEG 1, Divers : visite de la présidente d'OFAB et son partenaire, C.A. RIFONGA-Bénin

Une équipe de 07 membres d'OFAB et Partenaire de Handicap Internationale (Mme ROSIGNOLE Anne-Colette).



1^{er} Février 2024

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), à la Séance d'échanges de l'équipe du projet Initiative SRHR (Promoting and Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights à la salle de conférence de SWB

Grandes lignes :

- présentation des objectifs et des directives pour la mise en œuvre du projet
- présentation du PTA.

Du 15 au 16 Février 2024

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), animatrice sur le projet Initiative SRHR, à l'atelier de renforcement des capacités sur les DSSR/VBG, des commis, des relais communautaires, et des points focaux (des établissements scolaires de la Zone Sanitaire 5), dans le cadre de la mise en œuvre du projet Initiative SRHR (Promoting and Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights), organisé par Social Watch Bénin les 15 et 16 Février 2024, dans la salle de réunion du Centre de Santé de ZOGBO (Cotonou). L'atelier a connu la participation de quarante-sept personnes.

Les grandes lignes :

Les modules développés au cours de la première journée de formation sont :

- 1-objectifs de l'atelier et attentes des participants ;
- 2-généralités sur les DSSR ;
- 3-contexte légal international régional et local des DSSR ;
- 4-clarification des valeurs et transformation des acteurs communautaires ;

5-rôles des parties prenantes et messages clés pour la promotion des DSSR au sein de la communauté.

1-Contexte et Objectifs de l'Atelier

La présentation du contexte et des objectifs de l'atelier a succédé la présentation des civilités. Après avoir présenté ses remerciements aux participants, la CRAMS, Mme a procédé à l'installation du présidium en début de séance. Ce présidium est composé de :

Président : BADE M. Meolz ; élève au CEG VEDOKO

Secrétaire : KINIFFO Margaret, élève au CEG St Rita

Rapporteur : FANSOYE Faël, élève au CEG St Rita

Gestionnaire du timing : ODJO Barack, élève au CEG VEDOKO

Après cette étape, les participants ont collectivement énoncé, les normes de leur vivre ensemble. A la suite de cette activité, les objectifs de l'atelier ont été présentés. Spécifiquement, il s'agissait de :

Faire appréhender par les participants, la notion de DSSR/VBG ;

Echanger sur les différentes interventions prioritaires en matière de DSSR selon le cycle de la vie ;

Orienter les parties prenantes sur leur rôle dans la promotion des DSSR et la lutte contre les VBG au sein de la communauté et;

Prendre connaissance des structures de prise en charge des IVG, les VBG etc... pour les référencement.

Par ailleurs, les participants ne sont pas restés muets vis-à-vis de leurs attentes. De la fusion de leur discours, on retient qu'ils voudraient :

Maîtriser les notions de la SDRS ;

Maîtriser les notions de la sexualité responsable ;

Maîtriser les méthodes à utiliser pour faire appréhender aux communautés les notions de SDRS

Discuter des différentes notions prioritaires en SDRS ;

Connaître les mythes en lien à santé de reproduction et;

Connaître les notions de la sexualité responsable.

2-Généralités sur les DSSR

Pour mettre en lumière les généralités sur les DSSR, le formateur a d'abord fait une clarification sur : la Santé de la reproduction ; la Santé sexuelle et reproductive et, le droit en santé sexuelle et reproductive.

Le contenu de ces notions on permet de comprendre que tout individu, notamment les femmes, ont le droit de décider de se mariée au partenaire de leur choix, de se reproduire, de faire le choix du nombre d'enfants qu'elles veulent et d'espacer les naissances à leur convenance. Mieux, ils ont la possibilité de bénéficier dès l'information relative aux méthodes sûres, efficaces, acceptables et abordables de planning familial de leur choix.

Ensuite, les interventions prioritaires en DSSR selon le cycle de la vie ont été abordées. Il s'agit essentiellement, des interventions disponibles pour assurer le bien-être des enfants, des adolescents et jeunes, des femmes et des hommes.

Chez les enfants, on note la disponibilité d'une kyrielle d'interventions dont la prévention la transmission du VIH de la mère à Nouveau-né/nourrisson et la prévention et la prise en charge des Mutilations Génitales Féminines.

Chez les jeunes, on note également la disponibilité de plusieurs interventions telles que : la prévention des grossesses précoces et non désirées, l'avortement médicalisé et l'alimentation de la fille adolescente,

Chez la femme et chez les hommes, le formateur à notifier toutes les interventions disponibles pour la santé. A titre d'exemple, on peut citer : l'accouchement propre et sûr et, la prise en charge des troubles de la ménopause chez la femme. Chez l'homme, on note, la prévention et prise en charge du cancer de la prostate.

Pour bénéficier de ses interventions en lien au DSSR et de celles qui n'ont pas été énoncées, il est recommandé à chaque participant de faire recours aux centres de santé. Mieux, de conseiller leurs proches à faire pareil.

En fin, le rôle des parties prenantes dans la promotion des DSSR ont été abordé. Parlant de parties prenantes, deux catégories d'acteurs ont été présentées aux participants à la session de formation. Il s'agit des acteurs communautaires et des élus locaux.

Dans le rang des acteurs communautaires figure : les relais communautaires ; les leaders d'opinion ; les leaders religieux et traditionnels ; les professionnels des médias...

Dans le rang des élus locaux figure : conseillers communaux ; chefs d'Arrondissements ; chefs Villages, conseillers villageois.

Après présentation des cibles, les messages clés à transmettre par chaque partie prenante en faveur de la promotion des DSSR ont été exposés. Ses messages clés sont une émanation des objectifs définis aux acteurs communautaires (LRT, RC, OSC, Prof des médias, les ados./jeunes) à l'ère de la Loi 2021-12 du 20/10/21 modifiant et complétant la Loi 2003-04 du 03 mars 2003 relative à la SSR au Bénin.

3-Contexte légal international régional et local des DSSR ;

Dans le cadre de la présentation de contexte légal international régional et local des DSSR, le formateur a mis l'accent sur les réalités locales du Bénin. Partant de la problématique des décès liés aux avortements non sécurisés, il a fait mention des lois qui régissent la problématique en République du Bénin et de leur contenu. On pouvait comprendre que :

-La loi 2003-04 du 03 mars 2003 autorise l'interruption volontaire de grossesse lorsque : la grossesse est la conséquence d'un viol ou d'une relation incestueuse ; la poursuite de la grossesse met en danger la vie et la santé de la gestante (femme enceinte) ; sur la demande de la femme ; le fœtus est porteur d'une malformation grave.

-La loi 2021-12 du 20/12/21 modifiant et complétant la loi 2003-04 du 03 mars 2003 en ses articles 17 et 19 stipule en partie que, l'interruption volontaire de grossesse est autorisée sur prescription d'un médecin lorsque : la poursuite de la grossesse met en danger la vie et la santé de la femme enceinte ; la grossesse est la conséquence d'un viol ou d'une relation incestueuse et que la demande est faite par la femme enceinte s'il s'agit d'une majeure, ou par ses représentants légaux s'il s'agit d'une mineure ; l'enfant à naître est atteint d'une affection d'une particulière gravité au moment du diagnostic;

Par ailleurs, le formateur a recommandé à chaque participant de se rendre à l'hôpital dès l'arrivée d'une grossesse désirée ou non. De même, dans le but d'amener la population à jouir des interventions disponibles en DSSR, il a invité les participants à passer ce message dans leur environnement immédiat. Quant aux participants, ils ont formulé des suggestions.

Ils souhaiteraient que les agents de santé chargés de la prise en charge des questions de SDSR au niveau de chaque centre de santé soit connu. Ceci éviterait selon leur discours, les longues files d'attentes.

4-Clarification des valeurs et transformation des acteurs communautaires

Le module clarification des valeurs et transformation des acteurs communautaires a été déroulé à travers un exercice de jeu. Il était question d'opérer des choix entre plusieurs modalités de réponse :

les hommes et les femmes n'ont pas le libre choix d'être LGBT ; Seules les jeunes filles et les femmes irresponsables ont recours aux méthodes de contraceptives ; La légalisation de l'avortement encouragera les gens à ne pas utiliser de contraceptifs et entrainera des grossesses non Désirées supplémentaires et plus grand nombre d'avortement provoqués ; Une femme qui avorte aura plus de difficulté à tomber à enceinte par la suite.

Dans le but de recueillir des choix non influés, les animateurs, le chargé de projet et la CRAMS se sont abstenir de faire des choix. Toutefois, en référence aux lois en République du Bénin, ils ont formulé des commentaires vis – à – vis des choix opérés par les relais communautaires

et les membres des établissements scolaires. De plus une causerie – débat a été animé sur les Violences Basées sur le Genre.

5-Rôles des parties prenantes et messages clés pour la promotion des DSSR au sein de la communauté.

En lien au rôle des parties prenantes, chaque participant, en fonction de son statut a été informé sur son rôle et des moyens qui seront mis à sa disposition pour la cause. A ce sujet, les relais communautaires ont souligné que les ressources financières allouées à leur rôle de mobilisation sont insuffisantes. Toutefois, ils ont accepté faire le travail.

Ensuite, ils ont été invités comme les autres participant à motiver la population afin qu'elle sollicite les interventions disponibles au niveau des formations sanitaires vis à – vis de la SDRS.

Conclusion

L'atelier de renforcement de capacités, organisé par Social Watch Bénin à l'endroit des commis, relais communautaires, points focaux (membre des établissements scolaires) sur les DSSR/VBG a connu le développement de plusieurs activités de formation à la satisfaction de tous.



21 Février 2024

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à l'Atelier d'évaluation du PROJET : « AUTONOMISATION DES APPRENTIES VULNERABLES DANS UN ENVIRONNEMENT SANS VIOLENCE » DU RIFONGA-BENIN AVEC L'APPUI FINANCIER D'OXFAM BENIN, au siège du RIFONGA-Bénin.



07 Mars

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Animatrice de l'atelier de Social Watch Bénin organisée le Jeudi 07 Mars 2024, dans l'enceinte de la salle de réunion du Centre de Santé de Zogbo, pour présenter le projet Initiative SRHR (Promoting

and Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights) aux patrons et patronnes d'ateliers, dans le cadre de sa mise en œuvre.

L'atelier a connu la participation de 30 patrons et patronnes d'ateliers ainsi que la Chargée de Projet Mme Agathe AZIAGNON, la CRAMS Mme Joceline AHOUANNOUKOUN et l'animatrice Mme Assiba Solange ZOTTO.

Les grandes lignes de cette séance se présentent comme suit : Ouverture de séance ; Présentation du contexte et des objectifs de l'atelier ; Présentation du projet I-SRHR ; Elaboration d'un plan d'accompagnement / feuille de route des patrons et patronnes d'ateliers du 10^e arrondissement.

Ouverture de séance

Une cérémonie d'ouverture animée par la CRAMS de Cotonou 5 a servi de démarrage à l'atelier, suivie des points à développer et de la présentation des participants (voir liste de présence en annexe).

Présentation du contexte et des objectifs de l'atelier

Le projet I-SRHR est une initiative du gouvernement béninois et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), pour protéger la femme, promouvoir le genre et les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR).

La mortalité maternelle ; l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, la planification familiale, l'accès à l'information et à l'éducation ; la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux et l'exercice des droits en matière de procréation ; demeurent problématiques.

Pour remédier à tout cela, le gouvernement béninois a pris la résolution de renforcer le système de santé et de favoriser l'accès aux services de Santé Sexuelle et Reproductive et Droits connexes (SSRD), notamment l'avortement sécurisé, les soins post-abortum et la contraception.

L'objectif principal de l'atelier est de partager le contenu du projet avec les leaders religieux de la zone sanitaire Cotonou 5, afin d'obtenir l'accompagnement des leaders communautaires et religieux dans la mise en œuvre du projet I-SRHR. Cet objectif est décliné en objectifs spécifiques tels que : présenter le projet aux parties prenantes ; mobiliser les acteurs influents de la zone sanitaire sur les objectifs et résultats du projet ; présenter la stratégie d'implication des acteurs dans la mise en œuvre des activités du projet et échanger avec les acteurs influents de la zone sanitaire sur les dispositions à prendre pour obtenir les résultats escomptés.

Présentation du projet I-SRHR

Le projet I-SRHR, est né de la volonté du Ministère de la Santé à renforcer le système de santé et favoriser l'accès aux services de Santé Sexuelle et Reproductive et Droits connexes. Pour atteindre cet objectif, le Ministère a sollicité l'expertise des Organisations Non Gouvernementales dont Social Watch Bénin pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation. Les ONG partenaires du Ministère de la Santé ont pour objectif de susciter la demande des soins au niveau communautaire en service SRHR ; de réduire la stigmatisation, la discrimination liée à l'utilisation de certains services SR et de contribuer à réduire les Violences Basées sur le Genre (VBG).

Les ONG partenaires doivent mener des activités de sensibilisation au sein de la communauté avec l'appui des relais communautaires, des leaders communautaires et religieux, des responsables d'ateliers, des associations d'artisans et des responsables des administrations des CEG pour l'atteinte de leur objectif.

Elaboration d'un plan d'accompagnement / feuille de route des leaders religieux et les élus locaux du 10^e arrondissement.

Un plan d'accompagnement a été élaboré dans une approche participative. A cette étape, les participants ont posés des questions de compréhension avant de prendre des engagements d'accompagnement.

Certains participants ont suggérer d'associer les parents des apprentis aux activités de sensibilisation, de communication pour trouver des solutions aux problématiques de la DSSR. D'autres ont proposé l'instauration au sein des ménages, le dialogue parents-enfants, afin de conseiller et de donner les bonnes informations aux progénitures.

A la suite de quelques questions des participants auxquelles l'équipe de projet a apporté des approches de réponses, une discussion est ouverte autour du plan d'accompagnement des patrons et patronnes d'ateliers et il est retenu que :

- les déplacements et l'entretien des apprentis relais soient prise en compte lors de chaque activité causerie/animation ;
- les animateurs distribuent après chaque activité de sensibilisation, des flyers (en images surtout) qui renseignent sur les bons comportements a adopté sur le plan des DSSR.

Conclusion

Les 30 participants à l'atelier de présentation du projet I-SRHR aux patrons et patronnes d'ateliers, ont bénéficié de l'intervention de l'équipe du projet présente à leur grande satisfaction.

Fait par **Mme Assiba Solange ZOTTO, Animatrice 10^e Arrondissement.**



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Animatrice de l'atelier de Social Watch Bénin organisée le Jeudi 07 Mars 2024, dans l'enceinte de la salle de réunion du Centre de Santé de Zogbo, pour présenter le projet Initiative SRHR (Promoting and Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights) aux leaders communautaires et religieux, dans le cadre de sa mise en œuvre.

L'atelier a connu la participation de cinq (05) leaders religieux et représentants ainsi que la Chargée de Projet Mme Agathe AZIAGNON, la CRAMS Mme Joceline AHOUANNOUKOUN et l'animatrice Mme Assiba Solange ZOTTO.

Les grandes lignes de cette séance se présentent comme suit : Ouverture de séance ; Présentation du contexte et des objectifs de l'atelier ; Présentation du projet I-SRHR : Elaboration d'un plan d'accompagnement / feuille de route des leaders religieux et les élus locaux du 10^e arrondissement.

07 Mars 2024

Ouverture de séance

Une cérémonie d'ouverture animée par la CRAMS de Cotonou 5 a servi de démarrage à l'atelier, suivie des points à développer et de la présentation des participants (voir liste de présence en annexe).

Présentation du contexte et des objectifs de l'atelier

Le projet I-SRHR est une initiative du gouvernement béninois et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), pour protéger la femme, promouvoir le genre et les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR).

La mortalité maternelle ; l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, la planification familiale, l'accès à l'information et à l'éducation ; la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux et l'exercice des droits en matière de procréation ; demeurent problématiques.

Pour remédier à tout cela, le gouvernement béninois a pris la résolution de renforcer le système de santé et de favoriser l'accès aux services de Santé Sexuelle et Reproductive et Droits connexes (SSRD), notamment l'avortement sécurisé, les soins post-abortum et la contraception.

L'objectif principal de l'atelier est de partager le contenu du projet avec les leaders religieux de la zone sanitaire Cotonou 5, afin d'obtenir l'accompagnement des leaders communautaires et religieux dans la mise en œuvre du projet I-SRHR. Cet objectif est décliné en objectifs spécifiques tels que : présenter le projet aux parties prenantes ; mobiliser les acteurs influents de la zone sanitaire sur les objectifs et résultats du projet ; présenter la stratégie d'implication des acteurs dans la mise en œuvre des activités du projet et échanger avec les acteurs influents de la zone sanitaire sur les dispositions à prendre pour obtenir les résultats escomptés.

Présentation du projet I-SRHR

Le projet I-SRHR, est né de la volonté du Ministère de la Santé à renforcer le système de santé et favoriser l'accès aux services de Santé Sexuelle et Reproductive et Droits connexes. Pour atteindre cet objectif, le Ministère a sollicité l'expertise des Organisations Non Gouvernemental dont Social Watch Bénin pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation. Les ONG partenaires du Ministère de la Santé ont pour objectif de susciter la demande des soins au niveau communautaire en service SRHR ; de réduire la stigmatisation, la discrimination liée à l'utilisation de certains services SR et de contribuer à réduire les Violences Basées sur le Genre (VBG).

Les ONG partenaires doivent mener des activités de sensibilisation au sein de la communauté avec l'appui des relais communautaires, des leaders communautaires et religieux, des responsables d'ateliers, des associations d'artisans et des responsables des administrations des CEG pour l'atteinte de leur objectif.

Elaboration d'un plan d'accompagnement / feuille de route des leaders religieux et les élus locaux du 10^e arrondissement.

Un plan d'accompagnement a été élaboré dans une approche participative. A cette étape, les participants ont posés des questions de compréhension avant de prendre des engagements d'accompagnement.

Certains participants ont suggérer d'associer des interventions divines (prières) aux activités de sensibilisation, de communication pour trouver des solutions aux problématiques de la DSSR. D'autres ont proposé l'instauration au sein des ménages, le dialogue parents-enfants, afin de conseiller et de donner les bonnes informations aux progénitures.

A la suite de quelques questions « telles que : Est-ce que le service du DSSR existe dans les formations sanitaires pour que les jeunes de 10 ans aillent solliciter des méthodes contraceptives sans l'avis des parents ? Pourquoi nos dirigeants élaborent ou acceptent des projets valorisant l'avortement, malgré sa proscription par nos religions traditionnelles et

modernes ? » des participants auxquelles l'équipe de projet a apporté des approches de réponses, une discussion est ouverte autour du plan d'accompagnement des leaders religieux et il est retenu que :

- les crieurs publics soient mise en contribution pour rassembler les cibles lors de chaque activité causerie/animation ;
- les responsables de la communauté musulmane mobilisent les jeunes dans les mosquées et permettent aux animateurs de mener les activités de causerie ;
- les animateurs distribuent après chaque activité de sensibilisation, des flyers qui renseignent sur les bons comportements a adopté sur le plan des DSSR.

Conclusion

Les cinq (05) participants à l'atelier de présentation du projet I-SRHR aux leaders religieux et communautaires, ont bénéficié de l'intervention de l'équipe du projet présente à leur grande satisfaction.

Fait par **Mme Assiba Solange ZOTTO, Animatrice 10^e Arrondissement.**



25 Mars 2024

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la 1^{ère} session ordinaire du Conseil d'Administration (C.A.) 2024 du RIFONGA-Bénin

Grandes lignes :

- Allocution d'ouverture de la Présidente
- Présentation du rapport d'activités de mars 2023 à mars 2024
- Présentation du rapport financier de mars 2023 à mars 2024
- Amendements et validation des rapports
- Divers





Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Animatrice de la séance d'informations de Social Watch Bénin organisée le 26 Mars 2024, dans l'enceinte du CEG NOKOUE, 9^{ème} Arrondissement de Cotonou, pour présenter le projet Initiative SRHR (Promoting and Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights) aux responsables, dans le cadre de sa mise en œuvre.

Catégories de cibles rencontrées : Directrice, Censeur, Personnel administratif, enseignant, bibliothécaire, infirmier...

Nombre de participants enregistrés : 09 (04 hommes et 5 femmes)

Objectifs de la séance : Partager le contenu du projet avec les responsables du CEG NOKOUE.

Principales questions posées :

- Est-ce que toutes les formations et toutes les classes (6^è en terminale) sont concernées ?
- Quelles sont les thématiques autour desquelles, les séances de causerie avec les élèves seront animées ?

Commentaire général sur la séance :

La séance d'information à l'endroit des responsables du CEG, s'est déroulée dans l'enceinte du CEG NOKOUE et précisément dans la bibliothèque après une séance avec la Directrice dans son bureau. Elle a démarré à 11h5 avec les mots de bienvenue du Censeur. L'Animateur de Social Watch Bénin après la présentation des civilités à l'assise, la présentation des membres de Social Watch Bénin présents, a présenté l'objectif de la rencontre, le contenu du projet à l'assistance. Cette présentation est suivie des questions – réponses.

Les participants ont bien apprécié l'initiative.

Quelques apports et recommandations des participants :

- Qu'ils soient informés à temps de l'exécution des activités et non à la veille ou le jour même ;
- Que le Ministère de la Santé accompagne le projet d'actes concrets plutôt que de rester dans la théorie (seulement les sensibilisations et causeries) : soutenir les infirmeries des établissements scolaires par les apports des couches périodiques, des produits antidouleurs (règles douloureuses), l'accompagnement en eau potable (forage), mise à disposition des couloirs et latrines aux filles.

Une promesse ferme est exprimée pour accompagner le processus de mise en œuvre des activités à travers la mobilisation des élèves selon le calendrier qui leur sera soumis par l'équipe du projet à temps.

Démarrées à 11h5, la séance s'est achevée à 11h53 à la satisfaction de tous.

Animatrice Mme Assiba Solange ZOTTO

Superviseur de l'ONG Mme Agathe AZIAGNON

26 Mars 2024



Participation de l'APASIC ONG membre du Réseau Social Watch, Représentée par son animateur Mahuto Priscil NOUMAGNON (en remplacement de Mme Assiba Solange ZOTTO) à l'implémentation des activités du projet pour l'atteinte des résultats dans le 10^{ème} Arrondissement de Cotonou.

Dans le cadre de la protection de la femme et de la promotion du genre, les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) constituent une priorité pour le gouvernement du Bénin et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Ainsi depuis 2020, le Bénin bénéficie de l'appui de la Fondation Buffet à travers l'initiative SRHR qui vise à renforcer le système de santé et favoriser l'accès aux services de Santé Sexuelle et Reproductive et Droits connexes (SSRD), notamment l'avortement sécurisé, les soins post-abortum et la contraception.

Après sa phase pilote dans la zone sanitaire de Pobè-Adja Ouèrè-Kétou, l'unité de Gestion de l'initiative SRHR a sollicité et contractualisé avec Social Watch Bénin afin de contribuer à améliorer la demande des soins dans la zone sanitaire Cotonou 5 en vue de l'atteinte de certaines cibles des ODD pour lesquels le Bénin a pris des engagements internationaux. Il s'agit d'une part, des cibles 3.1 et 3.7 et 5.6 des ODD relatifs à la « Bonne santé et au Bien-être de la mère et de l'enfant », « l'Egalité entre les sexes » qui stipulent respectivement :

i) faire passer la mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 mille naissance vivantes, ii) assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux, iii) assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation.

Les 9 quartiers du 10^{ème} Arrondissement ont été touchés par les différentes sensibilisations. Il s'agit de Yénawa Fifadji ; Agounvocodji, Missékplé, Midédji, Missogbé, Kouhounou, Vèdoko, Sètovi et Gbénonkpo. Les élèves du CEG Kouhounou Vèdoko ont été aussi sensibilisés. Les thématiques suivantes ont été abordées au cours de nos séances : Prévention-Causes-Conséquences des VBG et le processus de dépôt de plaintes contre les VBG au Bénin, Prévention-Causes-Conséquences et prise en charge des grossesses non désirées et conduite à tenir (CAT) / Causes-Conséquences-Prévention et Prise en charge des IST y compris le VIH et les Hépatites / Prévention-Causes Conséquences des avortements clandestins et accès aux soins de qualité, Planification Familiale : méthodes de contraceptions, avantages, sources d'approvisionnement et coût d'accès, Santé menstruelle : discuter de l'hygiène menstruelle, des troubles menstruels, et des solutions disponibles, Parentalité et santé familiale : Education des enfants sur la santé sexuelle et reproductive, Infertilité et traitements de l'infertilité, les options de traitement et les impacts émotionnels et sociaux, etc..... . Au total environ 1200 personnes (hommes, femmes, adolescents, artisans, élèves ou autres) ont été touchées et 247 personnes ont été orientées vers les structures de prise en charge. Nous avons travaillé avec les élus locaux et les relais communautaires qui ont mobilisé les participants en fonction des thématiques à aborder. Des recommandations ont été faites pour la reconduction du projet l'année prochaine. Le ministère de la santé a exprimé son satisfécit pour le travail abattu par Social Watch et ses animateurs dans les arrondissements de la zone sanitaire 5.





Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), à l'Assemblée Générale Ordinaire et Elective (A.G.O.E) de Social Watch Bénin (SWB) le 27 Mars 2024 au Chant d'Oiseau de Cotonou.

L'A.G.O.E est placée sous le Thème « Acte uniforme de l'OHADA relatif au système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL) : Quelles implications pour les Organisations de la Société Civile au Bénin ? »

Grandes lignes :

Cérémonie d'ouverture, Mot d'ouverture de la Présidente de SWB

Communication sur le thème « Acte uniforme de l'OHADA relatif au système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL) : Quelles implications pour les Organisations de la Société Civile au Bénin ? » et débat par Mr Marcelin GANGNIGBE de la MdSC Bénin (Expert-Comptable Auditeur)

Installation du présidium de l'A.G, Présentation des participants et vérification des mandats

Présentation et adoption des rapports : moral, technique, financier et rapport du Comité de Contrôle

Présentation et validation du PV de l'A.G et mot de fin de la Présidente.

Démission du Conseil d'Administration sortant

Installation de la Commission Electorale

Election du Conseil d'Administration et des membres du Comité de Contrôle

Présentation et validation du PV de l'A.G.E

Installation du nouveau Conseil d'Administration

Mot de clôture du nouveau Président.

Notons que la Modération de la séance est assurée par Mr Jean-Pierre DEGUE, Secrétaire Exécutif de SWB.

A l'issue de la communication, 05 intervenants se sont inscrits pour le débat et le communicateur a apporté des réponses aux préoccupations.

Installation du Présidium composé de la Présidente Mme Blanche SONON, de la Secrétaire Générale Mme Pascaline F. GBAGUIDI et du Trésorier Général Mr Rigobert OROUGANI (tous sortants).

Lancement des travaux par la Présidente, Mme Blanche SONON (voir discours).

Présentation des participants et vérification des mandats : 84 présences sur 89 membres

Présentation du rapport moral par la Présidente sortante

Présentation du rapport technique par la Secrétaire Générale sortante

Présentation du rapport financier par Trésorier Général sortant

Présentation du rapport du Comité de Contrôle par Mr Expédit De SOUZA membre du Comité de Contrôle sortant

A l'issue des présentations des rapports, 07 intervenants se sont inscrits pour le débat auquel les présentateurs ont apporté des approches de solutions aux questions.

Validation de l'adhésion d'une l'ONG.

Démission du Conseil d'Administration ainsi que des membres du Comité de Contrôle sortants.

Installation de la Commission Electorale de cinq (05) membres présidée par Mme Véronique HOUETO de GAGES ONG.

Ouverture des dossiers de candidatures

Rejet de la candidature de l'ONG IDID au poste d'Administrateur de Zone de l'Ouémé.

Election du Conseil d'Administration et des membres du Comité de Contrôle.

Présentation et validation du PV de l'A.G.O.E

Installation du nouveau Conseil d'Administration

Mot de clôture du nouveau Président Mr Rigobert OROUGANI.

L'ONG APASIC est élue Administratrice de Zone (A.Z) Couffo et fait donc partie des membres du bureau du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin.



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à diverses séances hebdomadaire des membres du C. A. et du personnel du RIFONGA-Bénin, les lundis au siège du réseau sous diverses thématiques et ordres du jour relatifs aux programmes, projets et comptes rendus des missions des membres.

CEREMONIE DE PASSATION DE SERVICE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SOCIAL WATCH BÉNIN.

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Présidente du Conseil d'Administration de l'ONG APASIC, membre du Réseau Social Watch Bénin (SWB), Administratrice de Zone Couffo du Conseil d'Administration de SWB (mandature 2024 - 2027) à la cérémonie de passation de service entre le Conseil d'Administration sortant et le Conseil d'Administration entrant de Social Watch Bénin, à la salle de Conférence du Chant d'Oiseau à Cotonou, ce jeudi 11 avril 2024.

Les Grandes Lignes :

- Mots de bienvenue du Modérateur de la cérémonie en la personne du Secrétaire Exécutif de SWB, Mr Jean-Pierre DÉGUÉ,
- Entrée du nouveau Conseil d'Administration,
- Présentation des membres du nouveau CA,
- Discours PCA sortante, Mme Blanche R. SONON,
- Discours PCA entrant, Mr Rigobert OROU GANI,
- Passation de charges et signature de registre,
- Remise de tableau d'honneur par le nouveau PCA aux anciens Présidentes et Président : Mme Huguette AKPLOGAN DOSSA, Mr Gustave B. ASSAH, Mme Blanche R. SONON suivie des discours ; et remise de cadeau à la PCA sortante, Mme Blanche R. SONON par le SE,
- Photos, cocktail et départ.



16 avril 2024

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, membre de la délégation du RIFONGA-Bénin, au compte rendu des résultats de l'auto-évaluation du projet "Autonomisation des apprenties vulnérables dans un environnement sans violence" du RIFONGA-Bénin, réalisé avec l'appui financier de gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada ; et plaidoyer à l'endroit du Maire et du conseil communal d'Adjara pour la pérennisation des acquis du projet. Le Compte rendu est fait par le Chargé de Programmes du RIFONGA-Bénin, Mr Armand T. KIKI, assisté d'une délégation de 04 membres du RIFONGA-Bénin, en la présence du Maire d'Adjara, Mr Germain WANVOÉGBÈ, de la Secrétaire Exécutive de la Comme, Mme Farida Babawé BOUKARY et des membres du Conseil Communal, dans la salle de conférence de la Mairie.



17 avril 2024

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, membre du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à l'atelier d'élaboration du plan de pérennisation des acquis du projet "Autonomisation des apprenties vulnérables dans un environnement sans violence" du RIFONGA-Bénin, réalisé avec l'appui financier de gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada, à Parakou, à la salle de conférence de l'ONG DEDRAS. Les grandes lignes : - Ouverture de l'atelier et allocation du RIFONGA-Bénin par la Vice-présidente, Mme Sadia ADAM ADÉBI, entourée des Présidentes départementales du RIFONGA-Bénin : Mmes Clémentine KANDISSOUNON (Alibori) et Pauline TANKOUANNOU (Atacora), - Présentation des objectifs de l'atelier et brève présentation des résultats de l'auto-évaluation par le Chargé de Programme Mr Armand T. KIKI, - travaux de groupes pour la synthèse des actions de pérennisation des acquis du projet, - synthèse en plénière des actions de pérennisation des acquis du projet, - Travaux de groupes pour l'élaboration du plan de pérennisation des acquis, - synthèse en plénière pour l'élaboration du plan de pérennisation des acquis du projet, - Évaluation de l'atelier,- Clôture.





Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, membre de la délégation du RIFONGA-Bénin, au compte rendu des résultats de l'auto-évaluation du projet "Autonomisation des apprenties vulnérables dans un environnement sans violence" du RIFONGA-Bénin, réalisé avec l'appui financier de gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada ; et plaidoyer à l'endroit du Maire et du conseil communal de Djoujou pour la pérennisation des acquis du projet.

Le Compte rendu est fait par le Chargé de Programmes du RIFONGA-Bénin, Mr Armand T. KIKI, assisté d'une délégation de 06 membres du RIFONGA-Bénin dont la Vice-présidente Mme Sadia ADAM ADÉBI et 02 bénéficiaires du projet, en la présence du 1er Adjoint au Maire, Mr Amadou Djibril, de la Secrétaire Exécutive de la Commune, Mme Cornélie Vidémè Zinsi et de la Responsable des Affaires Sociales de la Commune, dans le bureau présence du 1er Adjoint au Maire.

18 avril 2024





Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, membre de la délégation du RIFONGA-Bénin, au compte rendu des résultats de l'auto-évaluation du projet "Autonomisation des apprenties vulnérables dans un environnement sans violence" du RIFONGA-Bénin, réalisé avec l'appui financier de gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires Mondiales Canada ; et plaidoyer à l'endroit du conseil communal de Natitingou pour la pérennisation des acquis du projet.

Le Compte rendu est fait par le Chargé de Programmes du RIFONGA-Bénin, Mr Armand T. KIKI, assisté d'une délégation de 04 membres du RIFONGA-Bénin dont la Présidente départemental Mme Pauline TANKOUANNOU (Atacora) en présence de la Secrétaire Exécutive de la Commune, Mme Djamilatou YÉRIMA dans son bureau.



18 avril 2024

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone (A.Z) Couffo du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin, à l'Atelier de sensibilisation sur le développement d'une nation dans le contexte de l'extrémisme violent et du terrorisme avec des représentants d'organisation de la société civile, organisé par Social Watch Bénin (SWB) avec l'appui financier de la Fondation Hanns SEIDEL les 25 et 26 Avril 2024 au Chant d'Oiseau à Cotonou.

Les grandes lignes :

Introduction par le modérateur Mr Charles ASSOGBA

Mots de bienvenue et ouverture du Président de SWB, Mr OROU GANI Rigobert

Mots du représentant de la Fondation Hanns SEIDEL, Mr KEDJI Codjo Djidjolé

Présentation des participants

Présentation des objectifs de l'atelier

Adoption de l'agenda

Prétest

Communications :

Jour 1

Module 1 : agenda spatial du Bénin et développement d'une nation dans le contexte de l'extrémisme violent et du terrorisme par Mr ACLOMBESSI Gabin

Echanges et débats

Travaux de groupes et restitutions

Jour 2

Module 2 : nation Branding pour réveiller le sentiment d'appartenance chez les citoyens pour se lever comme une seule nation

Echanges et débats

Travaux pratiques : synthèse du rôle des OSC dans la lutte et la prévention de l'extrémisme violent et recommandations

Restitutions, échanges et débats

Post test – évaluation finale avec le logiciel Evasys

Clôture de l'atelier

L'objectif général de l'activité est d'améliorer le traitement de l'information par la société civile.

De façon spécifique :

Les représentants des OSC, grâce aux informations reçues sur l'agenda spatial et les initiatives de son opérationnalisation promeuvent le développement équilibré du territoire national ;

Les Organisations de la Société Civile exercent mieux leurs rôles, leurs responsabilités et devoirs sécuritaires dans la prévention de l'extrémisme violent dans leurs communautés ;

La gouvernance nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Bénin est améliorée.

Aux termes de cet atelier de formation, les résultats ci-après sont attendus :

20 représentants des OSC sont informés sur l'agenda spatial du Bénin et les mécanismes de mise en œuvre pour le développement équilibré du territoire national ;

Les bénéficiaires de l'atelier disposent d'arguments pour mieux sensibiliser les communautés sur la notion du Nation Branding pour réveiller le sentiment d'appartenance chez les citoyens dans un contexte de Prévention de l'Extrémisme Violent.

Indicateurs d'impact

70 % des participants indiquent qu'il y a plus de communication de la part de l'État.

60 % des participants indiquent qu'ils sont en mesure d'utiliser différents canaux pour vérifier les informations.

60 % des participants indiquent qu'ils peuvent identifier les événements qui déclenchent des vagues de discours haineux.

Au moins 70 % des participants déclarent être mieux outillés pour reconnaître / détecter la désinformation et les *fakes news*.

Au moins 70% des participants déclarent avoir acquis de nouvelles connaissances sur les thèmes au programme.

Module 1 : *Agenda spatial du Bénin et développement d'une nation dans le contexte de l'extrémisme violent et du terrorisme*

Ce module abordera entre autres, les justifications ayant conduit à l'adoption de l'agenda spatial par le Bénin et les grandes orientations de cette politique, les mécanismes de son opérationnalisation par le Gouvernement et les Collectivités locales. Des initiatives et actions phares seront abordées et quelle est l'influence de la montée de l'extrémisme violent sur l'atteinte des ambitions de l'agenda spatial du Bénin en arrimage avec les ODD.

Expert-formateur envisagé : Une personne ressource ayant la connaissance et l'expérience avérée sur le développement territorial et l'impact de l'extrémisme violent et le terrorisme sera identifiée pour préparer et animer le module.

Module 2 : *NationBranding pour réveiller le sentiment d'appartenance chez les citoyens pour se lever comme une seule nation*

Ce module sera développé par un-e spécialiste en développement personnel et entrepreneuriat, familier aux organisations de la société civile. L'objectif de sa communication est d'outiller les OSC sur la notion de *NationBranding* afin d'améliorer leur niveau de communication et de sensibilisation persuasive des citoyens face aux menaces de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

L'atelier a regroupé 20 représentants d'OSC en provenance des communes des départements du Mono, du Couffo, de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé et du Plateau comme ci-dessous. :

APASIC ONG, FEMME VERTE, GRAPEAH, 2 autres OSC locales, ONG SIN-DO, CDEL, ONG ŒIL D'AUJOURD'HUI ; ASSOPIIL ; NDD GRANDI – ONG ; + 2 CPC, ONG LE RURA, ONG ESPOIR PLUS, VADID ONG, ONG IDID ; ProBeS ONG, SINAI ONG, APETRECTRA.





26 Avril 2024

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme NOUMAGNON KPAHOSSOU A.M. Francine, à la conférence sur les principes de gouvernance des données sanitaires dans le cadre du projet " Mes données, Notre santé " organisé par l'ONG ONEWORLD-BENIN en collaboration avec CAIRE-BÉNIN, le vendredi 26 Avril 2024 à Nobila Airport Hôtel Cotonou.

Grandes lignes : - Présentation du programme de déroulement de la conférence et modération assurées par Mr Teddy GANDIGBÉ ; - Présentation de groupes dont : l'ONG ONEWORLD-Bénin par Mr Spéro FALADÉ ; - L'OMS par Mr Samuel OROUO, responsable de la planification sanitaire ; - Présentation du représentant de l'UNFBA, Mr Sirius AGBÉGNIGAN ; - Présentation de tous les groupes présents (ONG, Association, groupement) ; - Séance de questions / réponses à propos de la présentation de l'ONG ONEWORLD-BÉNIN et sur ses projets notamment " Mes données, notre santé " : la gestion des données médicales. - Témoignage, conseil de l'OMS ; - Clôture.

Étaient présents : - Le responsable de planification sanitaire de l'OMS Mr Samuel OROUO - Le représentant de l'UNFBA Mr Sirius AGBÉGNIGAN ; - Environ une quarantaine d'ONG, associations et organisations (APASIC-ONG, IRAM-ONG, 3BGE-ONG, Association Biova, Famille nutrition ONG, Association VIAME, ASBA, Collège des femme GEAB, Organisation speak OK Africain, CAIRE International, CREP, ONG Changement Social Bénin, ...). Après la présentation de OneWord ONG il est noté que le patient a le droit de connaître son diagnostic, de comprendre le traitement au quel on le soumet, d'avoir accès a son dossier médical en cas de besoin, limiter les pertes en vies humains fatal, les erreurs médias et les dépenses inutiles. L'OMS dans son rôle de conseiller, rappelle la conciliation de fichiers digitaux et le physique : malgré le numérique, le papier sera toujours à sa place va-t-il soutenu. Il propose aussi la sensibilisation des patients sur l'importance de carnet de santé, car il comporte les mêmes importances que le dossier médical qui reste dans les archives de l'hôpital. - Rapport de Mme NOUMAGNON KPAHOSSOU A.M. Francine.



Participation de l'ONG APASIC Représentée par Mr Charlemagne DANSOU, à l'évaluation des actions de plaidoyers et sensibilisation des femmes de Djakotomey sur les voies d'accès à la terre, dans le cadre de la mise en œuvre le projet « Voix et Leadership des Femmes » (VLF) financé par Affaires mondiales Canada.

Contexte

Depuis 2019, Oxfam au Bénin met en œuvre le projet « Voix et Leadership des Femmes » (VLF) financé par Affaires mondiales Canada. Le projet vise l'amélioration de la jouissance des droits humains pour les femmes et les filles, ainsi que le progrès de l'égalité entre les sexes au Bénin. Il cible les Organisations de Défense des Droits des Femmes (ODDF) et les mouvements locaux de femmes qui travaillent à renforcer le pouvoir des femmes et des filles. En 2022, le VLF a soutenu la mise en place de deux groupes de co-développement regroupant les ODDF engagées pour l'effectivité de la jouissance des droits humains par les filles et les femmes autour de deux thématiques : l'accès des femmes à la terre et la lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes. Ces groupes de co-développement sont appelés à mener des stratégies d'influence ciblant les autorités politico-administratives pour faire améliorer la situation des femmes sur ces deux thématiques.

En février 2023 et en février 2024, le groupe de co-développement accès des femmes à la terre a mené des actions de plaidoyer en faveur de l'accès des femmes à terre dans la commune de Djakotomey. A la suite de ces plaidoyers, les femmes leaders qui y ont pris part activement étaient appelées à relayer le message dans les villages et quartiers.

Il était également prévu que le groupe de co-développement Accès des femmes à la terre accompagne 22 femmes à obtenir des ADC. Cependant, avec la publication du Communiqué N° 001/ MCVT/MDGL/DC/SGM/DGDU/DCT/SP-CONAFIL/SA du 21 mars 2024, les ministres en charge de la gouvernance locale et du cadre de vie ont suspendu la délivrance des ADC, sur toute l'étendue du territoire national. Les ressources initialement prévues pour réalisation cet accompagnement à l'obtention des ADC ont alors été re-orientées pour permettre la réalisation de la présente activité.

Ainsi donc, la présente activité consistera à évaluer les actions de relai menées par les femmes leaders dans les villages et les quartiers, d'une part et à poursuivre la sensibilisation de l'ensemble des parties prenantes pour un meilleur accès des femmes à la terre d'autre part.

Objectif global

L'objectif général de cette activité est d'engager les élus locaux de Djakotomey à mettre en application les articles 368 à 370 du Code Foncier et Domanial (CFD) au profit de la jouissance par les femmes de leur droit d'accès aux terres non mises en valeur.

Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agit de :

Sensibiliser les chefs de village, les chefs religieux, les chefs traditionnels, les élus communaux et les propriétaires terriens, pour faciliter l'attribution des terres non mises en valeur aux femmes

Evaluer les actions de relai des messages de plaidoyers menées par les femmes leaders dans les villages

Résultats attendus

Les résultats attendus de cette activité sont :

Les chefs de village, les chefs religieux, les chefs traditionnels, les élus communaux et les propriétaires terriens, de Djakotomey s'engagent pour faciliter l'attribution des terres non mises en valeur aux femmes

Les actions de relai des messages de plaidoyers menées par les femmes leaders sont évaluées

Méthodologie

La mise en œuvre de cette activité se fera de façon participative dans une démarche de co-création avec l'ensemble des parties prenantes notamment les femmes, les chefs villages, les chefs/leaders religieux et traditionnels, et les ODDF du groupe de co-développement « Accès des femmes à la terre ». L'activité consistera à organiser une séance par arrondissement, à raison de deux arrondissements par jour, pendant cinq jours. Toutes les séances dans les

arrondissements seront conduites suivant la même approche. Les femmes leaders ayant précédemment pris part aux plaidoyers de 2023 et 2024 feront le point des actions menées. Cette phase permettra aux membres du groupe de co-développement d'évaluer ces femmes leaders dans leur tâche de relai des messages du plaidoyer et faire le point du nombre de femmes ayant obtenu de terre durant la période de mise en œuvre du projet. Ensuite, des échanges en langues locales permettront d'approfondir les sujets de discussions autour de l'accès des femmes à la terre. Ces échanges et discussions offriront des occasions de questions-réponses pour éclairer les participants sur tous les aspects (y compris juridique, à la lumière des éclaircissements qu'apporteront les responsables du groupe de co-développement) liés à l'accès des femmes à la terre. La séance se poursuivra par un plaidoyer des femmes à l'endroit du public (leaders traditionnels et religieux) pour la reconnaissance et une meilleure jouissance de leur droit d'accès à la terre. Enfin, les leaders traditionnels et religieux s'engageront à accompagner les femmes dans leurs démarches d'accès à la terre et feront une exhortation dans ce sens à l'endroit de tous les participants.

Les membres du groupe de co-développement Accès des femmes à la terre se répartiront en deux équipes de trois membres, comme suit :

Equipe 1 : REPSFECO, APASIC, Espoir Pour Tous 1

Equipe 2 : CJ2D, WILDAF, Espoir Pour Tous 2

Chaque équipe s'est organisée à l'interne pour réaliser l'activité dans cinq arrondissements sur la période du 25 avril au 03 mai.

Date et Lieu

L'activité s'est déroulée pendant cinq jours sur la période du 25 avril au 03 mai 2024, à Djakotomey. Les séances se sont déroulées dans tous les arrondissements.

Participant(e)s

Les personnes attendues à chaque séance dans les arrondissements sont :

4 chefs de village

03 chefs/leaders religieux ou traditionnels

03 propriétaires terriens

08 femmes

06 représentants des ODDF du groupe Accès des femmes à la terre.

30 Mai 2024

Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone (A.Z) Couffo du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin, à la première rencontre des nouveaux membres du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin (SWB), organisée par Social Watch Bénin (SWB) ce 30 Mai 2024 à son siège à Cotonou.

Les grandes lignes : - Mot de bienvenue PCA : Les attentes des membres de SWB du nouveau C.A. - Présentation des membres du nouveau C.A de SWB, - Internalisation des rôles de chaque Administrateur, - Examen et validation du plan opérationnel de travail du CA

- Mise en place d'un comité ad hoc pour l'élaboration du document de politique d'implication des membres,
- Réflexion sur les stratégies de prise de position de SWB sur les sujets d'intérêt national,
- Examen et adoption de la réforme de l'UAB,
- Présentation du S.E au nouveau C.A.
- Point des projets en cours au SWB,
- Présentation du plan stratégique de SWB

Comité pour la revue du cahier de charge des AZ (membres : AZs Borgou – Collines et Mono)

SWB compte 85 organisations membres actuellement, 19 sur 21 (sans les 02 Commissaires au Compte) et 02 permissionnaires, Après leur élection le 27 mars 2024 dernier, les membres du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin (7ème mandature) se retrouvent, sur invitation du Président Rigobert OROU GANNI, pour la première fois en séance officielle ce 30 mai 2024 au siège du réseau pour échanger et jeter les bases d'une action collégiale devant permettre à l'organisation de contribuer effectivement, en synergie d'action avec d'autres, au développement durable de la nation.

Au cours de la rencontre qui a démarré depuis 9h00, les administrateurs auront à s'imprégner des rôles qui sont les leurs, à examiner et valider le plan de travail du Conseil d'Administration. Outre ce qui précède, ils procéderont à la mise en place d'un comité ad hoc pour l'élaboration du document de politique d'implication des membres aux différentes activités du réseau avant d'engager la réflexion sur les méthodes à adopter pour les prises de position du réseau sur les sujets d'intérêt national. Aussi, à titre de rappel, le plan stratégique de l'organisation leur sera présenté après qu'ils ont étudié et adopté la proposition de réforme de l'unité d'analyse du budget de Social Watch Bénin. La composition des membres des divers comités est la suivante :

- Comité pour l'élaboration du document de Politique d'implication des membres : SGA, AZs Couffo, Donga, Atlantique et Atacora),
- comité pour la revue du cahier de charge des ZA : AZs Borgou, Collines et Mono,
- comité pour l'élaboration du plan stratégie de SWB : Responsable à la Communication et à l'Information et AZ Littoral,

Cette première rencontre a pris fin aux environs de 15 h à la grande satisfaction des participants avec la promesse de rendre les résultats des travaux en comités à bonne date.





Participation, de Mme Assiba Solange ZOTTO, membre du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la séance de sensibilisation des époux et parents proches des femmes/filles bénéficiaires du programme PAEG Zone 1, précisément, celles du département de l'Atlantique et des leaders religieux, organisée par le Consortium RIFONGA-Bénin - WANEP-Bénin et FENEP ONG (CRWF), le 31 Mai 2024, à Hôtel Royal Space de Calavi.

Les grandes lignes :

- Arrivée et installation des participants,
- Mise en route de la journée,
- Brève cérémonie d'ouverture,
- Présentation des participants,
- Présentation du projet suivi de questions réponses,
- Communication sur : Pourquoi faut-il soutenir les femmes ?
 - État des lieux de la participation des femmes
 - Ce qu'apporte la participation des femmes aux instances de prise de décisions,
 - Comment les époux et parents peuvent accompagner les femmes engagées,
 - Prise d'engagements par les époux et parents proches consignés dans un plan d'accompagnement.

L'objectif général de la séance est d'amener les époux ou parents proches des femmes leaders et les leaders religieux à se convaincre de la nécessité de renforcer la présence des femmes dans les instances de décision et à s'engager à soutenir leurs épouses, leurs parents, bénéficiaires du PAEG-1, dans leur engagement politique.

Les objectifs spécifiques escomptés sont entre autres : - présenter aux participants l'état des lieux de la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision au Bénin et les implications d'une telle situation pour le développement des communautés et du Bénin en général;

- présenter aux participants le PAEG-1 à travers ses objectifs, résultats attendus ; stratégie d'intervention ; acteurs clés et thématiques à développer etc ;
- amener les époux ou proches parents des jeunes femmes leaders à prendre conscience de leurs rôles dans l'émergence du leadership politique de leurs parentes et à définir des actions concrètes à mener pour faciliter l'accès des femmes aux instances de décision.

Les résultats ci-après sont attendus :

- les époux ou parents proches des jeunes femmes bénéficiaires ainsi que les leaders religieux de leurs communautés, connaissent bien les causes et conséquences de la faible représentativité des femmes aux instances de prise de décision ;

31 Mai 2024

- les époux ou proches parents des jeunes femmes bénéficiaires, ainsi que les leaders religieux de leurs communautés, ont pris conscience de l'importance de leurs rôles dans le développement du leadership politique de ces dernières ;
- les époux ou parents proches des jeunes femmes bénéficiaires, ainsi que les leaders religieux de leurs communautés, ont proposé des actions / stratégies novatrices pour contribuer à lever les contraintes à la pleine participation de leurs épouses/parentes aux instances de prise de décision.

Déroulement :

Le vendredi 31 Mai 2024, une vingtaine d'époux et parents proches des bénéficiaires, élargis aux leaders religieux et traditionnels provenant d'Abomey-Calavi, de Zè, d'Allada et de Kpomassè ont participé à la séance de sensibilisation, facilitée et animée par Mme Assiba Solange ZOTTO aux côtés de la Chargée de Programme Mme Bienvenue KASSEHIN, des membres de l'équipe de projet (Mme Sylvie ADJAÏ, Mr Jean Emmanuel EZROU), en présence de la représentante du CRWF, Mme Diane KINDJI et de la Back stop Ping PAEG 1 (représentante du partenaire "Coopération Suisses"), Mme Ernestine GOUDOTÉ.

La sensibilisation des hommes pour les inciter à prendre des initiatives positives en faveur de la promotion des droits des femmes, fait partie des activités prévues dans le PTA 2024, l'Output 4 du Programme d'Appui à l'Égalité de Genre (PAEG) qui vise à renforcer le leadership féminin en politique et à promouvoir l'égalité de genre.

Depuis novembre 2022, le Consortium RIFONGA-WANEP-FENEP met en œuvre la première phase du PAEG (PAEG 1) dans la zone 3, composée des départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé et du Plateau, avec l'appui financier de la Coopération suisse au Bénin. Ce programme est destiné au renforcement du leadership féminin en politique des jeunes femmes en quête de leadership dans ces départements.

Tout au long de l'année 2024, les bénéficiaires de la Zone 3 seront accompagnées pour devenir des personnes capables de mener avec succès l'action politique, soutenues par leurs époux, parents proches et membres de leurs communes de résidence. C'est dans cette optique que s'inscrit l'activité, visant à sensibiliser les époux et les parents proches des femmes leaders et des leaders religieux pour leur adhésion et leur soutien dans la promotion de ces femmes aux instances de prise de décision.

La séance a démarré par les mots de bienvenue de la chargée de programme Mme Bienvenue KASSEHIN, suivit d'une cérémonie d'ouverture présidée par Mme Ernestine GOUDOTÉ, Mme Diane KINDJI et le Conseiller Communal Mr Blaise IDOHOU.

À l'issue de la cérémonie, la chargée de programme a procédé à la présentation du projet à travers ses objectifs, cibles, stratégies et thématiques aux participants.

La présentation étant bien détaillée, les participants n'ont plus eu besoin de poser des questions. S'en est suivie la communication sur l'importance de la présence des femmes dans les instances de décisions et quelles contributions des époux et parents proches par Mme Assiba Solange ZOTTO sous la houlette de Mme Bienvenue KASSEHIN.

Durant la communication, des discussions, des débats, sont organisés sur comment les époux et parents peuvent accompagner les bénéficiaires pour l'atteinte de leurs objectifs.

Après la communication, maîtrisant bien la raison de leurs présences, les participants ont soulevé quelques zones d'ombres ne facilitant pas souvent les soutiens aux femmes engagées politiquement. Aux inquiétudes, préoccupations, soulevées, la facilitatrice, la Chargée de programme, appuyées fortement par Mme Ernestine GOUDOTÉ, Mme Diane KINDJI et quelques participants, ont apportés des éléments de réponses, des exemples, des partages de stratégies et d'axes d'accompagnement des bénéficiaires à la grande satisfaction de l'assise.

La séance est clôturée par les remerciements de l'équipe du programme, de Mme Ernestine GOUDOTÉ, Mme Diane KINDJI et le Conseiller Communal Mr Blaise IDOHOU, après le renouvellement de l'engagement des époux, parents proches des femmes leaders et des leaders religieux pour leur adhésion et leur soutien dans la promotion des femmes aux instances de prise de décision.

31 Mai 2024

Quelques participants ont librement accordé des interviews à la presse présente pour encourager leurs pairs à faire de même.
 "Mme Assiba Solange ZOTTO."



Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone (A.Z) Couffo du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin, à **L'ATELIER DE FORMATION DES ACTEURS DES OSC ET DES MEDIAS SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION** Au GANNA HOTEL (GRAND-POPO)

La corruption devenue aujourd'hui un enjeu économique et institutionnel mondial qui touche non seulement le secteur privé, mais aussi l'équilibre socioéconomique et parfois politique des pays a forcé la communauté internationale et tous les pays qui la constituent à lui accorder une attention plus grande. Différentes évaluations effectuées ont conclu que le Bénin, confronté à une « corruption systémique, banalisée et tolérée » présente d'importantes faiblesses institutionnelles dans la promotion de l'intégrité. C'est alors pour remédier à cela que le bureau d'études Allemand, UGP-GFA, sur financement de la Coopération Suisse, dans le cadre du Programme de Redevabilité a jugé utile de renforcer les capacités des OSC et des médias

12 AU 14 JUIN 2024

12 AU 14 JUIN 2024

sur la lutte contre la corruption à travers la maîtrise des faits de corruption, des principes, outils/mécanismes de détection et de dénonciation de la corruption. Tenue à Ganna hôtel de Grand-Popo avec une quarantaine de participants venus de diverses institutions du Bénin, cette formation, démarré le mercredi 12 juin et a pris fin le 14 juin 2024 sous une ambiance conviviale car sanctionnée par la remise des attestations. La première journée a été marquée par la présentation des participants, les mots de bienvenue et diverses allocutions d'ouverture. Après le recueil des attentes/présentations des objectifs, l'agenda a été adopté et le cap a été mis sur les deux modules intitulés « le cadre conceptuel de la corruption et le cadre légal et réglementaire de la lutte contre la corruption ». De ces deux modules, nous avons eu droit à la définition de la corruption ; les actes typiques de la corruption tels que la corruption active et celle passive ; les infractions connexes ou assimilées que sont : trafic d'influences, détournement, enrichissement illicite, autres... Les mots tels que la concussion, le conflit d'intérêt, la collusion ont été aussi définis. Place alors au deuxième module qu'est le cadre légal et réglementaire dans lequel certaines explications ont été apportées par le communicateur tout en se basant sur quelques articles du code pénal sans oublier les mécanismes de la corruption ainsi que les démarches d'interpellation. Notons que diverses réponses ont été apportées aux différentes questions de clarifications des participants avant que les travaux prévus pour cette journée ne s'achèvent suite à une évaluation.

La deuxième journée a démarré par la lecture du rapport du jour 1 suivi des échanges/clarifications éventuelles sur les activités de la première journée. Au cours de cette journée, nous avons abordé les causes et conséquences de la corruption ainsi que les missions et attributions des institutions (la CENTIF, la CBDH, l'ARMP et le réseau SWB) intervenant dans la lutte contre la corruption. A tour de rôle, chaque représentant a présenté son institution dans sa globalité ressortant les différents rôles que celle-ci joue ainsi que les activités qu'elle a eu à mener dans le cadre de la lutte contre la corruption. Notons que dans leur communication, un accent particulier est mis sur les expériences de collaboration entre leur structure, les OSC et les médias ; les moyens par lesquels les citoyens peuvent saisir ces institutions etc..... La communication sur le module 4 intitulé « cadre pratique d'action citoyenne contre la corruption » ; la synthèse et l'évaluation ont mis fin aux activités de cette deuxième journée.

Après lecture du rapport et échanges/clarifications éventuelles sur les activités du jour 2, nous avons abordé au cours de la troisième et dernière journée, le cadre d'action citoyenne contre la corruption ; deux groupes (OSC et Médias) ont été constitués pour élaborer chacun un plan d'actions anti-corruption. Une fois ces plans d'action élaborés, nous avons passé au post-test et la remise des attestations de participation est venue mettre fin à l'atelier. Rappelons qu'à la fin de cet atelier, les membres OSC que nous sommes ainsi que les professionnels des médias ont été bien outillés pour : Reconnaître les actes de corruption et autres faits assimilés ; Maîtriser les principales dispositions légales et réglementaires de lutte contre la corruption au Bénin ; Maîtriser le cadre institutionnel de lutte contre la corruption au Bénin ; Cerner le rôle de la société civile et des médias dans la lutte contre la corruption ; Savoir déclencher les mécanismes/outils de prévention, de détection et de dénonciation de la corruption ; Comprendre les modalités de saisine des institutions de lutte contre la corruption ; Entretenir un dialogue avec les structures administratives sur la lutte contre la corruption.





Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), à la cérémonie de clôture du projet Voix et Leadership des Femmes de OXFAM Bénin. L'événement a eu lieu le Jeudi 06 juin 2024 au Bénin Royal Hôtel de Cotonou et a réuni tous les partenaires et toutes les parties prenantes de mise en œuvre du projet.

Les grandes lignes :

- Mise en place des ODDF et travaux d'installation des Postes et de l'espace d'exposition de la foire par la Commission « logistique et installation »
- Restitution des conclusions de l'évaluation finale du projet par les Consultantes
- Plénière recommandations et mots des ODDF par la Coordonnatrice / REPSFECO
- Début de l'exposition et de la foire au partenariat par la Commission « logistique et installation »
- Arrivée et enregistrement des invités par la Commission « Accueil »
- Interlocution et présentation des objectifs de l'atelier par le Modérateur, les participants
- Mot d'introduction par la Coordonnatrice VLF
- Mot de bienvenue par le Coordonnateur Oxfam
- Allocution de la MdSC par le Directeur de la MdSC
- Prestation artistique par OLATOUNDJI
- Présentation du projet VLF : bilan de mise en œuvre et résultats obtenus par la Présidente commission : RIFONGA – Bénin (Présidente)
- Mot de l'Ambassade du Canada par Ambassade du Canada
- Discours de clôture du MASM et remise d'attestations de reconnaissance par Le MASM et le Modérateur
- Photo de groupe par le Modérateur

06 Juin 2024

06 Juin 2024

- Foire au partenariat, Visite et Echange sur les Postes d'expositions, le réseautage par le Comités d'organisation

Ce projet a permis de soutenir techniquement et financièrement 38 organisations de défense des droits des femmes et des filles au Bénin, dont l'ONG APASIC.

Le parcours a été riche en apprentissage et très inspirant.

Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour un monde juste et égalitaire.

Pour rappel le projet VLF est mis en œuvre au Bénin par Oxfam au Bénin avec le soutien financier du gouvernement du Canada.

Merci Sara Farley , Nzee Raïs Evariste Kpata , Mathurin Bonzi Julie Poitras Jean Pierre Chicoine Suzanne Rondeau Aichatou Ibrahim , Vignon Armand Noah Fèmi Agbaffa – Padonou.

Bravo à l'équipe du projet VLF et à toutes les ODDF !



03 Juillet	Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la Séance de préparation de la formation sur le module 3 du PAEG 1 au siège de WANEP Bénin à Godomey.
6 au 7 Juillet 2024	<p>Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, entend que Rapporteur à l'atelier de formation des bénéficiaires du Programme d'Appui à l'Egalité den Genre, phase 1 (PAEG 1) sur « Stratégies techniques et outils de Conciliation de la vie professionnelle, de la vie politique et de la vie familiale » du 6 au 7 Juillet 2024 à l'hôtel Glory Palace de Cotonou.</p> <p>Quelques grandes lignes du rapport : SIGLE ET DEFINITIONS, __Fiche synoptique, Cérémonie d'ouverture, Déroulement de l'atelier,</p> <p>A. Unité 1 : Caractérisation des notions : conciliation, vie familiale, vie professionnelle et vie politique, B. Unité 2 : Conciliation vie familiale, vie professionnelle et vie politique : Stratégies, techniques, outils, C. Unité 3 : Facteurs de succès et d'échecs des stratégies, techniques et outils, Conclusion et recommandations,</p> <p>ANNEXES_ : les attentes et les craintes, Point du Pré-test/Post test, Point évaluation journalière et Générale, Point des participantes, ...</p> <p>Objectifs de l'atelier :</p> <p>Cette formation vise principalement à amener les participantes à démontrer une convenable appropriation des stratégies, techniques et outils de conciliation des vies familiale, politique et professionnelle, ainsi que des enjeux liés à cette problématique.</p> <p>Les objectifs spécifiques escomptés sont entre autres : du point de vue savoir, savoir être, savoir-faire.</p> <p>Organisateurs : Consortium RIFONGA WANEP FENEP</p> <p>Date et lieu : Du 6 au 7 Juillet 2024 à l'hôtel Glory Palace de Cotonou</p> <p>Facilitation :</p> <p>II. Cérémonie d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mots de bienvenu de la Chargée de Programme du PAEG 1 Zone 3, Mme Bienvenue KASSEHIN, présentation des membres du présidium et l'ordre des discours d'ouverture. - Mots d'ouverture de la représentante de la Cheffe de File du CRWF, Mme KINDJI Laurianne, par son souhait de bienvenu aux membres du présidium, aux participantes et à l'assise, et l'honneur qui lui est faite pour ses mots de bienvenu. Elle a fait un rappel du programme, de la formation en cours, pour elle, il n'y a pas une clé ou une baguette magique en matière de conciliation des vies familiale, politique et professionnelle. <p>Elle a souligné que le programme ne se limitera pas seulement aux renforcements de capacités, il faudra partager des expériences personnelles pour que chacune grandir en écoutant l'autre pour pouvoir s'outiller soi-même à mieux concilier les trois vies. Ensemble, nous pouvons construire une société plus juste et plus équitable où les femmes et les hommes ont les mêmes chances de s'épanouir et de contribuer au développement de leur communauté.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mots de la représentante du MASM, Directrice Départementale des Affaires Sociales et des Microfinances (DDASM) Mme ARAWO K. Géneviève ; <p>C'est avec beaucoup de plaisir et de joie qu'elle se retrouve à cette séance parmi toutes et tous au nom de Mme la Ministre. Le gouvernement de son Excellence A.G.P. TALON, accorde une importance à la promotion de la femme dans tous les domaines de la vie politique et dans toutes les stratégies de la promotion de la femme et du genre. C'est donc pour elle, une participation qui nécessite l'attention de tout le monde pour que les femmes puissent concilier ces vies très importantes dans la vie des femmes car nul n'ignore le rôle qui est dévoué à la femme dans la société, dans la communauté, dans sa famille et dans sa vie personnelle. D'où la raison de la présence du ministère pour être toujours aux côtés des bénéficiaires du programme, pour apporter son appui.</p>

Le ministère salut l'initiative PAEG qui est une opportunité offerte aux femmes leaders bénéficiaires. La vie politique de la femme n'est pas facile mais elle le devient à travers les renforcements de capacités qu'offre le programme PAEG.

- Mots du Représentant de l'UGP PAEG 1, Mr DE-SOUZA Marino ;

Après ses remerciements à l'assistance au nom de l'UGP PAEG, il a fait l'historique du programme, rappelé le processus, la conception des divers modules du programme, l'élaboration du référentiel, le type de femmes leaders, ... La non réussite de la conciliation des trois vies par les femmes, les limites pour partager l'espace politique aux mêmes titres que les hommes. Il a prodigué des conseils aux bénéficiaires de la formation pour suivre et participer correctement afin de bien s'approprier des notions de conciliations des vies familiale, politique et professionnelle. - Mots du représentant du Parti Politique « Les Démocrates », Mr GODONOU Joël T.S. député à l'Assemblée Nationale, Pour l'honorable, « la politique est un domaine exigeant qui requiert engagement, dévouement et sacrifices. Et quand il s'agit des femmes qui s'engagent dans ce domaine, nous avons que les défis qu'elles doivent relever sont souvent encore plus grands.

La conciliation des 03 vies est encore plus cruciale pour les femmes qui endossent des responsabilités politiques. Il est essentiel de reconnaître et de soutenir les femmes leaders engagées en politique, de les accompagner dans leur parcours, de les encourager dans leurs réalisations et de les aider à trouver des stratégies, des techniques et des outils pour concilier au mieux leurs différentes sphères de vie.

Nous avons la responsabilité de créer un environnement inclusif, égalitaire et favorable à l'épanouissement de toutes et tous, où les femmes leaders peuvent s'épanouir et contribuer pleinement au développement de notre société. » Il a ensuite exhorté les chères sœurs militantes et camarades (les participantes), à suivre avec attention particulière les formations et a fini par des mots de remerciement au CRWF et leurs partenaires.

- Mots d'ouverture du représentant de la Mairie de Cotonou, Mr SEHOUE Paul ;

Pour lui, « La commune de Cotonou, accorde une importance particulière à la promotion de la participation des femmes à la vie politique et au développement local. Nous sommes convaincus que les femmes ont un rôle crucial à jouer dans la construction d'une société plus juste et plus équitable. C'est pourquoi nous soutenons pleinement le PAEG 1 et nous nous engageons à accompagner les femmes bénéficiaires dans leur parcours d'émancipation politique et personnelle. », suivis des félicitations aux CRWF et aux partenaires : la Coopération Suisse au Bénin et le Cabinet Particip. Le représentant de la FCBE, Mr Léger André ZANMENO, Coordonnateur du 6^e arrondissement, a rejoint la salle,

Déroulement de l'atelier : Notons que la formation est assurée par le binôme « Mr Joël Mahouna TCHOGBE et Mme Sadia ADEBIYI ADAM. » (voir rapport complet sur demande).





Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, Représentante de la Présidente du RIFONGA – Bénin, Cheffe de file du CRWF, Mme Léontine IDOHOU KONOU, à l'atelier de formation des bénéficiaires du programme PAEG Zone 1 de l'Atlantique sur « les techniques de prise de parole dans les espaces publics ; politiques et médiatiques », à **Abomey Calavi, hôtel Sainte Anouarite** du 27 au 28 Août 2024, dans le cadre du Programme d'Appui à l'Egalité den Genre, phase 1 (PAEG 1) Zone 3, piloté par le CRWF (Consortium RIFONGA, WANEP, FENEP) dont RIFONGA –Bénin est le chef de file.

Les grandes lignes :

- Cérémonie d'ouverture, Déroulement de l'atelier, Recueil des attentes, Déroulement proprement dit, de clôture de Mme Kassehin Bienvenue, Passage des représentants de parti politique, Conclusion et recommandations, ANNEXES : Feuille de route post formation : planification de l'administration des valeurs aux apprenants pendant la période : Règle de conduite, Point des participants, Témoignages : COMMENTAIRES SUR LA FORMATION.

Objectifs de l'atelier :

Amener les participantes à faire preuve de maîtrise des techniques de communication politique et sociale ainsi que de mobilisation sociale autour des enjeux politiques de leurs communautés respectives.

Les objectifs spécifiques escomptés sont entre autres : Du point vue savoir, savoir être, savoir-faire.

Organisateurs : Consortium RIFONGA WANEP FENEP

Participant(e)s : La classe se compose exclusivement de femmes évoluant dans plusieurs domaines d'activités génératrices de revenus:

La formation a été co-animée selon l'approche « team monitoring » (co animation) par une équipe de deux (02) facilitateurs : Il s'agit de : Madame ADAM Sadia et Monsieur TCHOGBE Joël.

27 – 28 Août 2024

La session s'est déroulée avec l'appui de :

L'Equipe Projet composée de :

- Madame KASSEHIN Bienvenue,
- Madame AGBINIKOU Adjilè Annick
- Monsieur CODJA Fabien
- KOYO Chimène

Equipe de suivi composée de :

- Madame Assiba Solange ZOTTO,

Rapporteur

Le Professeur TOGONOU Godonou Mondukpè Hermann Parfait.

Financement : Cette activité a été rendue possible grâce à l'appui financier de 80% par la Coopération Suisse au Bénin et à 20% par le Consortium RIFONGA WANEP FENEP.

CEREMONIE D'OUVERTURE

La Cérémonie d'ouverture a été assurée par Madame Assiba Solange ZOTTO représentant la Cheffe de file du CRWF, membre de l'équipe de suivi de la formation, assistée de Monsieur TOGONOU GODONOU Mondukpè Hermann Parfait, représentant de FENEP et chargé du Rapportage de la présente formation.

Après les civilités d'usage, la représentante du Consortium RIFONGA, WANEP et FENEP, a mis l'accent sur l'importance de doter les participantes des outils nécessaires pour faire entendre leur voix et influencer les décisions qui affectent leur vie et celle de leurs communautés. En effet, la capacité à bien parler en public est la compétence la plus importante que puisse avoir un leader en politique ou dans le monde des affaires.

Madame Assiba Solange ZOTTO a rappelé aux participantes que c'est pour cette raison que cette formation sur les techniques de prise de parole dans les espaces publics, politiques et médiatique, a été initiée pour qu'elles puissent capter l'attention de leur auditoire tout en restant authentique et confiante et pouvoir influencer leur public à travers la prise de parole..

Madame Assiba Solange ZOTTO a conclu son intervention en attirant l'attention des participantes sur les acquis escomptés à savoir:

- Acquérir les compétences, les aptitudes et les outils nécessaires pour vous exprimer avec confiance et efficacité dans les différents espaces où vous intervenez.
- Structurer les discours pour convaincre et mobiliser
- Adapter les messages à différents publics
- Gérer le stress et l'émotion lors d'une prise de parole
- Utiliser les médias pour amplifier votre voix.





Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone Couffo de SWB, à l'atelier du dialogue départemental dans le cadre du Projet de Renforcement des OSC pour la Redevabilité des Politiques Educatives et leur Mise en Œuvre (PRO-RePEM), le 29 Août 2024 à la salle de conférence de la préfecture d'Aplahoué.

Les grandes lignes :

- **Présentation de la capsule de la plateforme suivie des échanges**
- **Communication 1 : Présentation des résultats des collectes de données du département**
- **Identification des mesures correctrices et définition d'une feuille de route**

Contexte et justification

Le Projet de Renforcement des OSC pour la Redevabilité des Politiques Educatives et leur Mise en Œuvre (PRO-RePEM) est une initiative conjointe de l'Organisation pour le Développement Durable, le Renforcement et l'Autopromotion des Structures communautaires (DEDRAS-ONG) et de Social Watch Bénin (SWB).

Mis en œuvre depuis avril 2022, le projet est dans sa deuxième phase avec pour objectif global de contribuer au renforcement du rôle de la société civile nationale dans la promotion de la transparence et la redevabilité des politiques du système éducatif et leur mise en œuvre pour accroître l'offre d'une éducation de qualité équitable, inclusive et résiliente aux situations d'urgence. Il couvre l'ensemble du territoire national à savoir les douze (12) Départements et les soixante-dix-sept (77) Communes du Bénin et est prévu pour prendre fin le 31 décembre 2026.

Spécifiquement, le projet vise, pour cette deuxième phase, à (i) renforcer les capacités de l'observatoire de l'éducation et ses démembrements régionaux et locaux pour qu'ils assurent durablement et de façon autonome le suivi stratégique des politiques et des finances de l'éducation ; (ii) Accroître la disponibilité,

les sources et la variabilité des informations et des données stratégiques sur la qualité de l'éducation, le genre et les situations d'urgence pour formuler des solutions politiques pertinentes et ; (iii) améliorer durablement la participation et la responsabilité du dialogue politique au niveau local, régional et national dans le secteur de l'éducation.

Dans la première phase du projet, il a été question de la mobilisation, l'identification et l'installation des membres des organisations de la société civile (OSC) au niveau local et régional comme démembrements de l'Observatoire de l'Education (OE). Ceci a permis à toutes les communes et les départements de bénéficier de la mise en place des Observatoires Communaux et Départementaux de l'Education (OCE/ODE).

Le projet dans sa phase actuelle soutiendra la pérennité des différentes réalisations en œuvrant à la consolidation des capacités naissantes de l'Observatoire de l'Education et de ses démembrements pour qu'ils participent durablement à la promotion de la transparence et la redevabilité des politiques du système éducatif et leur mise en œuvre afin d'accroître l'offre d'une éducation de qualité équitable, inclusive et résiliente aux situations d'urgence.

Conformément à l'objectif 2 du projet, il est prévu deux activités en vue d'engager les OCE dans la collecte de données à savoir :

- Appuyer les OSC à réaliser deux séries de collecte, à analyser et interpréter des données probantes pour faciliter des changements politiques (Intrant 2.1.1.1)
- Appuyer les OSC à conduire deux séries d'évaluation citoyenne des projets et programmes de l'Etat en lien avec la qualité de l'éducation et la prise en compte du genre, le COVID et les chocs climatiques et sanitaire de façon générale,

29 Août 2024

et faire de recommandation d'amélioration (Intrant 2.1.1.2)

Ces deux activités ont été conduites par des personnes ressources avec l'implication effective des membres OCE dans quarante communes du Bénin réparties sur l'ensemble du territoire. Les collectes de données ont porté sur les thématiques ci-après :

- Les alternatives éducatives
- Et l'éducation en situation d'urgence.

A l'issue de ces collectes de données et de la tenue des ateliers d'interprétation des données avec les OCE des communes cibles, il est prévu l'organisation de dialogues départementaux et national avec les débiteurs d'obligations du système éducatif. Mais étant dans un processus de renforcement de capacités de l'Observatoire et ses démembrements OCE/ODE, il est important de faire porter l'animation des ateliers départementaux par les présidents ODE aux côtés des membres de l'équipe projet. A cet effet, il est envisagé un atelier de préparation technique afin de mieux réussir cette importante activité

Les présents termes de référence sont élaborés pour préciser les conditions d'organisation de cet atelier avec les présidents ODE et la structure de tutelle qu'est la CBO-EPT/OE.

2. Objectifs et résultats attendus

a) Objectifs

L'objectif principal est de cette activité est doter l'Observatoire de l'Education au Bénin et ses démembrements des outils nécessaires pour la conduite des dialogues politiques et le plaidoyer. De façon spécifique, il s'agira de :

- amener les participants à s'approprier la démarche et les outils de conduite et d'animation des dialogues politiques ;
- outiller les participants notamment les présidents ODE sur le plaidoyer basé sur les évidences ;
- mettre à la disposition des participants les outils pratiques en matière de redevabilité sociale ;
- échanger sur les communications à présenter au cours des sessions des ateliers départementaux de dialogue politique

b) Résultats attendus

A l'issue de l'atelier, les participants notamment les présidents ODE sont renforcés sur :

- la conduite des dialogues politiques est les outils de mise en œuvre ;
- le plaidoyer basé sur les évidences ;
- la redevabilité sociale et quelques outils pratiques ;
- la présentation des communications convaincantes.

Note :

- Mots de bienvenu de Mr Marius DJEGBOU, communicateur

Présentation des résultats des collectes de données dans 3 communes : Toviklin, Klouékanmey et Djakotomey.

Prononciation des participants pour pouvoir définir une feuille de route.

Présentation de la plateforme « eduque.evaluation-citoyenne.bj » par Mr DJEGBOU

Communication 1 : Présentation des résultats des collectes de données du département par Mr Vincent DJAGNI, Président de l'Observatoire Départemental de l'Education (ODE) du Couffo, assisté de Mme et de Mr DJEGBOU.

- 7 intervenants après la présentation,

- Fond pour l'éducation ?? Fond cat?? Méconnaissance du fond ? Mise en œuvre des plans de contingence dans le domaine de l'éducation dans les communes : qu'en est-il ?

PCA : (programmes de cours accélérés). Ecoles formelles ? Educations Alternatives ?

Fond national de réponse aux catastrophes (fond Cat).

Plan communal de contingence.



11 septembre 2024

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la séance de travail avec l'équipe du FCIL (Fonds Canadien d'Initiatives Locales) / projet FCIL de la Coopération Canadienne au RIFONGA-Bénin.

L'équipe est composée de Mme COMPAORE Placide (Agente Politique) et de Mme BONOU Ginette (prestataire sur FCIL : intermédiaire entre l'ambassade et les prestataires).

Premier projet du RIFONGA-Bénin avec l'Ambassade du Canada.

Le projet est de 2 ans (biannuel) à raison de 6 mois renouvelable.

Le projet du RIFONGA-Bénin est retenu sur un total de 200 soumissionnés et 04 retenus (dont FNDH).

1^{er} avril au 30 mars, l'année d'exercice de l'Ambassade du Canada.

FCIL (Fonds Canadien d'Initiatives Locales à 50 ans déjà).

Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone Couffo de SWB à l'atelier de validation du rapport de l'étude diagnostic sur la situation des enfants dans chacune des six communes du Couffo (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo, et Toviklin), en vue de prendre en compte les amendements et observations des acteurs dans les rapports provisoires élaborés.

L'atelier s'est tenu à la salle de conférence de la préfecture d'Aplahoué (Couffo).

Contexte et justification

En 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) dans le but de reconnaître et protéger les droits spécifiques des enfants. L'Article 4 de cette convention dispose que "Les États Parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention...". Les États à travers leurs Gouvernements sont donc les premiers responsables de la promotion, de la jouissance et de la sauvegarde des droits des enfants. Le Bénin a ratifié la CDE en 1990 et s'est doté en 2015 de la loi portant code de l'enfant de même qu'une politique nationale de protection de l'enfant adoptée en 2014. Dans l'axe 7 de cette politique relative aux moyens de mise en œuvre, il est prévu la mise en place d'un système national de protection de l'enfant. Ce système multisectoriel qui se veut un cadre de plusieurs secteurs ayant un rôle à jouer dans la protection de l'enfant fait une place importante au niveau décentralisé.

En effet, le Bénin est engagé dans la mise en œuvre de la décentralisation depuis 2003 suivi du transfert des compétences aux communes dans plusieurs domaines dont l'éducation, la santé, l'action sociale, l'eau, l'hygiène et l'assainissement et l'animation des activités culturelles, sportives, de jeunesse et de loisirs.

Les communes partagent donc avec l'État ses compétences en matière de réalisation des droits de l'Enfant. C'est pour cela que les communes mènent au fur et à mesure de l'avancement de la politique de décentralisation, des actions de protection des droits de l'enfant intégrées dans les Plans de Développement des Communes (PDC).

Depuis 2018, la section Politiques Sociales de l'UNICEF est en partenariat avec Social Watch Bénin en vue de la réalisation des activités de budgétisation sensible aux enfants.

Les activités du partenariat contribuent à l'atteinte du produit 3 dudit programme de coopération intitulé « D'ici à 2026, les acteurs locaux et nationaux, y compris ceux issus de la société civile, ont renforcé leurs connaissances et leurs capacités en matière de finances publiques au service des enfants, des adolescents, des femmes et des filles, permettant ainsi à ces derniers d'exercer leurs droits de manière plus efficiente, plus efficace et plus transparente ».

L'extension des interventions de l'UNICEF au niveau du Couffo au cours de l'année 2024 nécessite une meilleure appropriation de la situation des enfants et des adolescentes afin d'orienter les actions et d'interagir efficacement avec les acteurs locaux pour l'effectivité de la protection et de la promotion des droits des enfants et des adolescentes dans les six communes du département du Couffo.

C'est donc dans cette perspective que le partenariat UNICEF-SWB a commandité l'élaboration du diagnostic sur la situation des enfants dans chacune des six communes du Couffo (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo, et Toviklin).

Les ateliers de validation viennent à la suite des rapports provisoires élaborés par le consultant pour permettre aux acteurs d'apporter leurs différentes contributions en vue d'avoir des documents finaux de bonne facture.

Objectifs

L'objectif visé à travers cette activité est de procéder à la validation du rapport de l'étude diagnostic sur la situation des enfants dans chacune des six communes du Couffo (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo, et Toviklin), en vue de prendre en compte les amendements et observations des acteurs dans les rapports provisoires élaborés.

De façon spécifique, pour chacune des communes du département, il s'agira de/d :
présenter le rapport diagnostic ;

recevoir les amendements et les contributions sur les données présentées ;
ébaucher avec les parties prenantes le plan d'actions découlant du diagnostic intégrer les observations à l'issue de l'atelier ;
rendre disponible la version finale

Résultats attendus

A l'issue des ateliers, le rapport diagnostic est validé et la version finale disponible pour chacune des communes.

De façon spécifique,

le rapport diagnostic est présenté ;

les amendements et les contributions sont reçues sur les données présentées ;

le plan d'actions découlant du diagnostic est élaboré avec les parties prenantes;

les observations sont intégrées à l'issue de l'atelier ;

la version finale du rapport est rendu disponible.

Méthodologie

Dès la disponibilité des rapports provisoires, ils seront partagés avec les acteurs communaux des six communes en vue de recevoir leurs observations. L'équipe du partenariat UNICEF-SWB apportera également ses observations en vue de disposer d'une version améliorée qui fera objet de validation. L'atelier d'Aplahoué regroupera les participants des communes d'Aplahoué, de Klouékanmè et de Djakotomey. Ensuite, l'atelier de Dogbo prendra en compte les participants des communes de Dogbo, de Toviklin, et de Lalo.

A cet effet, il s'agira de mobiliser pour chaque atelier les acteurs communaux et ceux des services déconcentrés ainsi que les OSC et partenaires intervenant au niveau départemental et local.

Participants :

- Deux membres du Conseil de Supervision dont une femme ;
- le Secrétaire Exécutif ou le Responsable Développement local et Planification ;
- le Responsable des Affaires Financières. - Responsable GUPS - Chef région pédagogique
- Commissaire de police - 1 CPC, 1 OCE - 1 reporter - 1 organisation de femmes - DDEMP
- DDESTFP – DDS – DDEM - DDASM
- Préfet, SGD, Chef service des affaires générales, CM Préfet
- Section politiques sociales BSC,
- Administrateur de Zone Couffo
- Equipe projet

Les grandes lignes :

JOUR 1 :

- Mot de SWB /UNICEF
 - Mme AGBOZO, coordonnatrice du projet a planté le décor
 - Mot d'ouverture de Mme ZOTTO
 - Mot d'ouverture du Préfet du Couffo, Mr MEGBEDJI Christophe
 - Installation d'un présidium
 - Président : P.A Klouékanmey
 - Secrétaire : Djakotomey
 - Rapporteur : Mme Laurene de SWB
- Présentation 1 : Diagnostic commune 1, Klouékanmey
 - Echanges (08 intervenants)- Présentation 2 : Diagnostic commune 2, Aplahoué
 - Echanges (7 intervenants)
- Présentation 3 : Diagnostic commune 3, Djakotomey
 - Echanges (07 intervenants)
- Travaux de groupe par commune

JOUR 2 :

- Présentation en plénière des travaux de groupe par commune et échanges

- Présentation du canevas de plan d'actions
- Travaux de groupe
- Présentation en plénière et échanges
- Prochaines étapes.



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone Couffo de SWB à l'atelier de validation du rapport de l'étude diagnostic sur la situation des enfants dans chacune des six communes du Couffo (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo, et Toviklin), en vue de prendre en compte les amendements et observations des acteurs dans les rapports provisoires élaborés.

L'atelier a eu lieu à la salle de conférence de la Mairie de Dogbo.

Contexte et justification

En 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) dans le but de reconnaître et protéger les droits spécifiques des enfants. L'Article 4 de cette convention dispose que "Les États Parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention...". Les États à travers leurs Gouvernements sont donc les premiers responsables de la promotion, de la jouissance et de la sauvegarde des droits des enfants. Le Bénin a ratifié la CDE en 1990 et s'est doté en 2015 de la loi portant code de l'enfant de même qu'une politique nationale de protection de l'enfant adoptée en 2014. Dans l'axe 7 de cette politique relative aux moyens de mise en œuvre, il est prévu la mise en place d'un système national de protection de l'enfant. Ce système multisectoriel qui se veut un cadre de plusieurs secteurs ayant un rôle à jouer dans la protection de l'enfant fait une place importante au niveau décentralisé.

En effet, le Bénin est engagé dans la mise en œuvre de la décentralisation depuis 2003 suivi du transfert des compétences aux communes dans plusieurs domaines dont l'éducation, la santé, l'action sociale, l'eau, l'hygiène et l'assainissement et l'animation des activités culturelles, sportives, de jeunesse et de loisirs.

Les communes partagent donc avec l'Etat ses compétences en matière de réalisation des droits de l'Enfant. C'est pour cela que les communes mènent au fur et à mesure de l'avancement de la politique de décentralisation, des actions de protection des droits de l'enfant intégrées dans les Plans de Développement des Communes (PDC).

Depuis 2018, la section Politiques Sociales de l'UNICEF est en partenariat avec Social Watch Bénin en vue de la réalisation des activités de budgétisation sensible aux enfants.

Les activités du partenariat contribuent à l'atteinte du produit 3 dudit programme de coopération intitulé « D'ici à 2026, les acteurs locaux et nationaux, y compris ceux issus de la société civile, ont renforcé leurs connaissances et leurs capacités en matière de finances publiques au service des enfants, des adolescents, des femmes et des filles, permettant ainsi à ces derniers d'exercer leurs droits de manière plus efficiente, plus efficace et plus transparente ».

L'extension des interventions de l'UNICEF au niveau du Couffo au cours de l'année 2024 nécessite une meilleure appropriation de la situation des enfants et des adolescentes afin d'orienter les actions et d'interagir efficacement avec les acteurs locaux pour l'effectivité de la protection et de la promotion des droits des enfants et des adolescentes dans les six communes du département du Couffo.

C'est donc dans cette perspective que le partenariat UNICEF-SWB a commandité l'élaboration du diagnostic sur la situation des enfants dans chacune des six communes du Couffo (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo, et Toviklin)

Les ateliers de validation viennent à la suite des rapports provisoires élaborés par le consultant pour permettre aux acteurs d'apporter leurs différentes contributions en vue d'avoir des documents finaux de bonne facture.

Objectifs

L'objectif visé à travers cette activité est de procéder à la validation du rapport de l'étude diagnostic sur la situation des enfants dans chacune des six communes du Couffo (Aplahoué, Djakotomey, Dogbo, Klouékanmè, Lalo, et Toviklin), en vue de prendre en compte les amendements et observations des acteurs dans les rapports provisoires élaborés.

De façon spécifique, pour chacune des communes du département, il s'agira de/d :

présenter le rapport diagnostic ;
recevoir les amendements et les contributions sur les données présentées ;
ébaucher avec les parties prenantes le plan d'actions découlant du diagnostic intégrer les observations à l'issue de l'atelier ;
rendre disponible la version finale

Résultats attendus

A l'issue des ateliers, le rapport diagnostic est validé et la version finale disponible pour chacune des communes.

De façon spécifique, le rapport diagnostic est présenté ;
les amendements et les contributions sont reçues sur les données présentées ;
le plan d'actions découlant du diagnostic est élaboré avec les parties prenantes ;
les observations sont intégrées à l'issue de l'atelier ;
la version finale du rapport est rendu disponible.

Méthodologie

Dès la disponibilité des rapports provisoires, ils seront partagés avec les acteurs communaux des six communes en vue de recevoir leurs observations. L'équipe du partenariat UNICEF-SWB apportera également ses observations en vue de disposer d'une version améliorée qui fera objet de validation. L'atelier d'Aplahoué regroupera les participants des communes d'Aplahoué, de Klouékanmè et de Djakotomey. Ensuite, l'atelier de Dogbo prendra en compte les participants des communes de Dogbo, de Toviklin, et de Lalo.

A cet effet, il s'agira de mobiliser pour chaque atelier les acteurs communaux et ceux des services déconcentrés ainsi que les OSC et partenaires intervenant au niveau départemental et local.

Participants :

- Deux membres du Conseil de Supervision dont une femme ;
- le Secrétaire Exécutif ou le Responsable Développement local et Planification ;
- le Responsable des Affaires Financières. - Responsable GUPS - Chef région pédagogique
- Commissaire de police - 1 CPC - 1 OCE - 1 reporter - 1 organisation de femmes - DDEMP
- DDESTFP – DDS – DDEM - DDASM
- Préfet, SGD, Chef service des affaires générales, CM Préfet
- Section politiques sociales BSC,
- Administrateur de Zone Couffo
- Equipe projet

Les grandes lignes :

JOUR 1 :

- Mot de SWB /UNICEF
- Mot du maire de la commune abritant l'atelier
- Installation d'un présidium
- Présentation 1 : Diagnostic commune 1 Dogbo
 - Echanges
- Présentation 2 : Diagnostic commune 2 Lalo
 - Echanges
- Présentation 3 : Diagnostic commune 3 Toviklin
 - Echanges
- Travaux de groupe par commune
- Présentation en plénière et échanges

JOUR 2 :

- Présentation du canevas de plan d'actions
- Travaux de groupe
- Présentation en plénière et échanges
- Prochaines étapes.



Participation de Social Watch Bénin, représenté par l'Administratrice de Zone (AZ) Couffo, en la Personne de Dame Assiba Solange ZOTTO à l'**Atelier d'échanges et de dialogue avec les acteurs du secteur de la santé en vue de l'appropriation des cabines d'écoute PNUSS**, à l'Hôtel le Miracle de Bohicon, les 03 et 04 Octobre 2024.

L'atelier a débuté par l'arrivée des 22 participants sur 23 attendus dont cinq femmes, suivie de leur installation. Après cette étape, une brève présentation des participants a eu lieu, accompagnée de la mise en place d'un présidium composé de trois membres à savoir :

Un président : Monsieur Y. Loïc HAGNONNOU, Représentant de l'ARS

Une Secrétaire : Madame Assiba Solange ZOTTO, Représentante de Social Watch Bénin ;

Un rapporteur : Monsieur Dominique WOROU, Représentant de l'AMCES

La liste de présence est jointe en annexe.

Mots d'ouverture

2-1- Allocution d'ouverture du Président de la PNUSS

Le Président de la Plateforme Nationale des Utilisateurs de Services de Santé (PNUSS) a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a précisé que l'objectif principal de cet atelier est de réfléchir collectivement sur les moyens d'intégrer la cabine d'écoute dans toutes les structures sanitaires au Bénin, notamment les Hôpitaux de Zone après son appropriation par tous les acteurs du secteur. Il a souligné que la cabine d'écoute représente un outil clé pour contribuer à l'amélioration de la qualité des soins en assurant une écoute active et un soutien aux patients.

Dans son discours, il a remercié les différents partenaires de l'événement, notamment :

Le Ministère de la Santé, La GIZ, pour son soutien logistique et financier à l'organisation de cet atelier, L'ARS, Les autres institutions participantes,

Le Président a exprimé l'espoir que cet atelier débouchera sur des initiatives concrètes qui serviront de base pour l'institutionnalisation de la qualité des soins au Bénin.

2-2- Intervention de la GIZ. Le représentant de la GIZ, prenant la parole a salué l'initiative et affirmé l'engagement de son institution à soutenir de telles actions. Il a précisé que cet appui s'inscrit dans le cadre du **Projet REFORME** comportant quatre volets principaux :

La gouvernance macro-économique, La mobilisation des ressources intérieures,

La transparence et la redevabilité en promouvant le dialogue entre les acteurs et la participation citoyenne, L'investissement public.

La GIZ a réitéré sa disponibilité pour soutenir ce type d'initiative, en particulier dans le secteur de la santé, où elle joue un rôle d'accompagnement du gouvernement béninois sur le volet gouvernance. Ces appuis permettront de renforcer les structures existantes, tout en intégrant des outils comme la cabine d'écoute pour améliorer la gestion des plaintes et la satisfaction des usagers.

2.3. Intervention de l'ARS

Le représentant de l'ARS, dans son intervention a fait une brève présentation de sa structure d'origine avant de saluer l'importance de cette initiative et remercier les partenaires financiers pour l'organisation de cet atelier.

Par ailleurs, il a souligné que l'initiative des cabines d'écoute permet non seulement d'améliorer la qualité des soins, mais aussi d'intégrer une dimension humaine dans la relation entre les patients et les professionnels de santé.

Présentations techniques

3-1- Présentation de La PNUSS

La première présentation a été assurée par la Secrétaire Générale de la PNUSS, qui a exposé les objectifs, la structuration et les activités de cette association communautaire. Il a rappelé que la PNUSS défend les droits des patients et œuvre pour une meilleure participation communautaire dans le domaine de la santé.

Les actions menées par la PNUSS incluent la gestion des plaintes, l'éducation à la santé, le suivi citoyen, ainsi que le plaidoyer et le lobbying pour l'amélioration continue des services de santé. Ce cadre associatif joue un rôle important dans la représentation des usagers, en assurant que leurs voix soient entendues par les décideurs.

3-2- Présentation des normes et standards des infrastructures sanitaires

Un exposé a été fait par les représentants de l'Agence des Infrastructures Sanitaires, des Équipements et de la Maintenance (AISEM). Il a porté sur les normes régissant la qualité des infrastructures sanitaires. L'objectif principal est de garantir la sécurité, l'accessibilité et l'efficacité des soins dans les hôpitaux et autres centres de santé.

Au terme de cette présentation il en ressort que la capacité d'accueil des hôpitaux de zone est passée de 100 à 120 lits.

La cabine d'écoute étant identifiée comme un dispositif essentiel, il a été argumenté que son appropriation et son intégration aux normes et standards du Ministère de la Santé soit effectives.

3-3- Présentation de l'ARS

Le Représentant de L'Autorité de Régulation du Secteur de la Santé (ARS) présenté le dispositif pour la sécurité des patients, mettant en lumière les efforts déployés pour garantir la protection des usagers au sein des établissements de santé au Bénin. Ce dispositif est soutenu par des manuels de bonnes pratiques, dont l'application vise à réduire les risques liés aux soins. La sécurité des patients est une priorité absolue, et des outils comme la cabine d'écoute offrent un mécanisme supplémentaire pour identifier et résoudre les problèmes en temps réel.

3-4-La cabine d'écoute

Le contexte d'implantation, la méthodologie et le modèle actuel de la cabine ont meublés l'exposé du Président de la PNUSS. Conçue pour être une interface de proximité entre les patients et les structures sanitaires, la cabine d'écoute permet de donner de l'information sur les droits et obligations, de collecter les plaintes, de gérer rapidement les préoccupations des usagers et de renforcer la transparence et la redevabilité.

Ce modèle, constitué d'une cabine en bois (2,5 m x 2,5 m x 2,5 m) est conçu pour être facilement déplacé et s'adapte aux contraintes locales. Les retours sur cette initiative sont positifs, et il a été noté que sur les neuf cabines installées sur toute l'étendue du territoire, huit sont déjà opérationnelles, grâce au soutien financier de plusieurs partenaires.

3.5- Le Bilan de la phase pilote des cabines d'écoute

Enfin, une analyse de la phase pilote des cabines d'écoute a été présentée par la Gestionnaire des données de la PNUSS. Elle met en lumière les statistiques des plaintes collectées avant et

après l'installation des cabines. Il a été observé une nette amélioration dans la collecte et la gestion des plaintes.

Travaux de groupe

Deux groupes de travail ont été constitués :

Le groupe 1 dont la liste des membres est jointe a abordé le thème relatif à l'appropriation et l'intégration des cabines d'écoute dans les normes et standards du Ministère de la Santé ;

Quant au groupe 2, ses membres se sont penchés sur l'aspect de la pérennisation des cabines d'écoute et de la prise en compte des attentes des usagers dans les politiques sanitaires.

A l'issue des travaux de groupe, la problématique de localisation de la cabine (à l'intérieur ou à l'extérieur de la structure sanitaire) et de sa tutelle a fait l'objet de débat.

Validation de divers points

Au terme de cet atelier, une synthèse, des points d'attention, des recommandations et une feuille de route ont été validés et sont joints en annexe.

Conclusion

Cet atelier a permis d'explorer en profondeur les enjeux liés à l'intégration des cabines d'écoute dans tous les Hôpitaux de Zone. Les différentes interventions ont mis en évidence le potentiel de ces cabines pour améliorer l'écoute des usagers et renforcer la qualité des soins au Bénin.

Les discussions et recommandations formulées au cours des débats serviront de base solide pour une extension de ce dispositif dans toutes les formations sanitaires. Toutefois, pour garantir le succès de cette initiative, il sera nécessaire de mobiliser des ressources financières supplémentaires et de solliciter l'appui continu des partenaires publics et privés.

Les mots de clôture de cet atelier ont été prononcés par le président de la PNUSS et a souhaité un bon retour à tous.



11 octobre 2024

Participation de l'ONG APASIC représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, la Présidente du C.A. à la journée du volontariat français (15^{ème} édition), sous le thème : « Volontariat et francophonie, un engagement pour le développement et la solidarité », le vendredi 11 octobre 2024 à la salle fleuve jaune, du Ministère des Affaires Etrangères (MAE) à Cotonou.

Les grandes lignes : Temps 1 : discours des officiels et intervention sécurité

Accueil, installation, mot de bienvenue de la Représentante Nationale de France Volontaire, Mme Sylvie DAGBA, Allocution du Ministre des Affaires Etrangères, Mr Olushegun ADJADI BAKARI, Allocution du Ministre des PME et de la promotion de l'emploi, Allocution de l'ambassadrice de la France au Bénin, Intervention sécurité, Animation culturelle par le groupe Temps 2 : introduction de la thématique, Francophonie et Organisation Internationale de la Francophonie, Temps 3 : table ronde « Volontariat et francophonie », Comment le Volontariat et la francophonie participent-ils à l'engagement et au développement ? Animation culturelle par le groupe Temps 4 : témoignages des structures d'accueil, Les acteurs du volontariat témoignent, clôture.

Près de 300 participants ont répondu présents à la cérémonie officielle de la Journée du Volontariat Français 2024. Cet événement a mis en lumière l'importance du volontariat dans le développement et la solidarité internationale, avec un accent particulier sur le thème "Volontariat et Francophonie".



18 octobre 2024

Participation de l'ONG APASIC représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, la Présidente du C.A. à l'atelier de présentation et de lancement du Projet FAME (FEMINISMES : ACTIONS ET MOBILISATION POUR UNE ECONOMIE INCLUSIVE) de GERES (La Solidarité Climatique en Action), le vendredi 18 octobre 2024 à l'hôtel Le Pantagruel à Cotonou.

Les grandes lignes : Accueil, installation et introduction de l'atelier par Mr COLIKO Osée, le Modérateur, Discours d'ouverture du Représentant Pays du Geres Bénin/Togo, Mr Noé COURVALLET, Ouverture officielle par la Représentante du MASM (Ministère des Affaires Sociales et des Microcrédits), Mme Marie-Louise VESSOU, Présentation des participantes et participants, Présentation de Geres et de ses objectifs par le Représentant Pays du Geres Bénin/Togo, Présentation du Projet FAME (Objectifs, description des activités, méthodologie de mise en œuvre) et des différents canevas de soumission des appels à projets par la Cheffe Projet FAME, Mme Maë COAT, Discussions : questions – réponses – synthèse par les participantes/participants et Cheffe Projet FAME,

Clôture de l'atelier par le Représentant Pays du Geres Bénin/Togo.

Créé en 1976, le Geres est une ONG de développement et solidarité internationale qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie et lutte contre les changements climatiques et leurs impacts, notamment pour les populations les plus vulnérables. La transition énergétique juste est un des leviers majeurs de son action pour contribuer à une plus grande solidarité climatique. Les approches inclusives et territoriales, le développement économique local ou encore les démarches partenariales sont au cœur de ses interventions, qui visent l'empowerment des parties prenantes. Pour mettre en œuvre ses actions, le Geres compte sur plus de 140 collaborateurices, réparti-es entre son siège à Aubagne en France et ses antennes-pays dont celle au Bénin. Plus d'informations sur <https://www.geres.eu/nos-actions/nos-pays-dintervention/benin/>

Soutenu par l'Agence française de développement et le ministère des Affaires étrangères français, le projet FAME : Féminisme : Actions et Mobilisations pour une Économie Inclusive est mis en œuvre pour une durée de 4 ans (2024-2027) par 6 organisations dans 10 pays : le Geres et WACSI au Bénin, au Togo, en Guinée et au Maroc, SAWDF au Bangladesh, au Pakistan et au Sri Lanka, CARE et Conlactraho en Equateur, en Bolivie et en République Dominicaine et Empow'Her de façon transversale. Les appels à manifestation d'intérêts restreints seront relancés plusieurs fois au cours du projet. Le projet FAME vise à soutenir des organisations de la société civile œuvrant pour l'autonomisation économique des femmes à travers des subventions pour financer :

- Des projets de terrain visant à renforcer des activités économiques de femmes (Guichet 1)
- Des organisations féministes qui cherchent à renforcer leurs capacités (Guichet 2)
- Des projets collectifs de plaidoyer national ou régional pour une transition écologique et inclusive (Guichet 3)

NB : Le guichet 3 sera ouvert en 2025 pour les associations d'Afrique de l'Ouest et du Nord. Les organisations cibles sont :

- Pour le guichet 1 : des petites ou moyennes organisations de type coopérative, groupement, réseau d'entrepreneures ou des associations soutenant ces organisations
- Pour le guichet 2 : des organisations de la société civile, en particulier des associations, groupements communautaires, syndicats, associations professionnelles, mouvements de jeunesse, qui œuvrent à l'autonomisation économique des femmes
- Pour le guichet 3 : des organisations de la société civile, à portée nationale ou régionale, intéressées à porter des activités collectives (plaidoyer, mobilisation, sensibilisation)

Le montant des subventions par guichet est le suivant :

- Guichet 1 : Entre 5 000 et 75 000 euros pour une période de mise en œuvre d'un an maximum
- Guichet 2 : Entre 5 000 et 50 000 euros pour une période de mise en œuvre d'un an maximum.

NB : Le montant attribué aux OSC dépendra de leurs capacités de gestion et de la nature des besoins exprimés. Le projet FAME pourra proposer des modifications du budget s'il le juge nécessaire. En plus des guichets, le projet FAME prévoit d'organiser des formations en présentiel et des ateliers de sensibilisation ouverts à toutes les parties prenantes exprimant un intérêt pour l'autonomisation économique des femmes dispensées dans chaque pays ou à l'échelle régionale et tout le long du projet. Une plateforme digitale collaborative hébergeant une communauté d'apprentissage et de pratiques et une offre de renforcement de capacités en ligne sera mise à disposition des parties prenantes œuvrant pour l'autonomisation économique des femmes. **LES ORGANISATIONS ELIGIBLES** Cet appel à manifestation est restreint : il est réservé aux organisations présélectionnées par le programme FAME à la suite d'un travail de cartographie et d'une enquête sur les besoins des organisations œuvrant à l'autonomisation économique des femmes. 1 Les OSC ont été sélectionnées sur la base des critères figurant dans l'Annexe 2.a. Grille d'éligibilité administrative et financière des projets et dans l'Annexe 2.b. Grille d'évaluation des projets. **LES THEMATIQUES ELIGIBLES** Que recouvre le thème "autonomisation économique des femmes ? Votre projet est concerné par cet appel à projet s'il concerne les thématiques suivantes :

Levier 1 : Accroître l'accès des femmes et aux prérequis de base, au-delà de la sphère strictement économique, ainsi qu'aux ressources productives pour pouvoir s'autonomiser économiquement

- Accès à l'éducation/formation professionnelle et au marché du travail
- Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la sphère privée, économique et publique
- Continuum des droits à la santé sexuelle et reproductive (éducation / formation / insertion)
- Accès aux ressources et aux actifs
- Promotion de l'entrepreneuriat des femmes

Levier 2 : Améliorer le travail décent, l'emploi, les droits et l'égalité des femmes actives dans les économies formelles et informelle

- Egalité professionnelle F/H
- Respect des droits économiques et du travail des femmes & amélioration des conditions de travail
- Amélioration des conditions de travail informel des femmes
- Accompagnement à la structuration de l'activité économique
- Lien autonomisation économique et agenda environnement/climat.

Levier 3 : Promouvoir des politiques et des pratiques transformatrices de genre, en particulier en matière d'économie des soins

- Orientation, insertion et évolution professionnelle non stéréotypée
- Déconstruction de la division genrée du travail ; politiques du care ; conciliation

temps vie professionnelle / personnelle • Promotion d'initiatives productives, de modèles économiques féministes et alternatifs/ Politique macroéconomiques sensibles au genre
 Thématiques transverses • Renforcement de la capacité d'action ; leadership des femmes • Dynamiques d'entraide & selfcare • Influence et transformation des normes sociales de genre
 LES ACTIONS ELIGIBLES Vous pouvez inclure ce type d'actions dans votre proposition (exemples non restrictifs) : • Renforcement des capacités (formations, ateliers) • Diagnostics organisationnels • Moyens de fonctionnement et d'autonomisation : location de bureaux, accès aux outils numériques : ordinateur, smartphones, fonds de trésorerie. • Pratiques économiques écologiques et inclusives (agriculture, industrie, services) : les activités économiques soutenues ne doivent pas nuire à l'environnement • Appui au stockage, transformation et commercialisation des produits agricoles ayant des cobénéfices climat-environnement. • Utilisation d'outils et activités spécifiques permettant de faire évoluer les rapports de genre • Information et communication : production de ressources sur les thématiques abordées à travers ces différentes initiatives; médiatisation des constats et actions: émissions radios, création de vidéos, campagnes sur les réseaux sociaux • Recherche - actions de terrain sur l'autonomisation économique des femmes.





Participation de l'ONG APASIC, représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, à l'atelier de sélection et de validation des messages dans le cadre du projet « Contribution à une période électorale apaisée au Bénin en 2026 à travers des sensibilisations par l'amplification des voix de femmes leaders artistes et chefs religieux et traditionnels et le renforcement de capacités de journalistes et jeunes engagés en politique, sur la paix et la cohésion sociale », à l'hôtel Jeco de Dassa-Zounmè, le mercredi 23 octobre 2024. Le projet est financé par le Fonds Canadien d'Initiatives Locales (FCIL). Les grandes lignes :

Mots de bienvenu de la Présidente Départementale Collines du RIFONGA-Bénin

Présentation du projet et des objectifs de l'atelier

Présentation des huit (08) messages disponibles

Mise en place de deux (02) groupes de travail pour amender, retenir et justifier le choix de 2 messages par groupe

Restitution des travaux de groupes

Brainstorming, sélection et justification du choix de 2 messages par les participants de l'atelier

Présentation du rapport de l'atelier et clôture de l'atelier.

Note :

- Mots de bienvenu du CP du RIFONGA-Bénin, modérateur de l'atelier, Mr KIKI T. Armand

- Discours d'ouverture de Mme OGBONNIKAN Juliette, Présidente Départementale Collines du RIFONGA-Bénin : C'est pour moi un honneur et un plaisir de prendre la parole ce jour, 23 Octobre 2024 pour vous souhaiter la bienvenue en mon nom et au nom de tous les membres du RIFONGA-Bénin. Je vous remercie pour avoir répondu présents à notre invitation malgré vos multiples occupations. Le Réseau pour l'Intégration des Femmes des ONG et Associations Africaines – (section Bénin) s'est assigné pour mission d'œuvrer dans la solidarité, à la promotion de la démocratie, à la réduction des violences faites aux femmes, à la réduction de la pauvreté et notamment à l'élévation du taux de représentativité des femmes béninoises dans les sphères de prise de décisions. Et ceci ne peut se faire que dans une ambiance de paix, de cohésion sociale et d'unité nationale. Le présent atelier s'inscrit dans le cadre du projet « Contribuer à une période électorale apaisée au Bénin en 2026 à travers des sensibilisations par l'amplification de voix de femmes leaders artistes et chefs religieux et traditionnels et le renforcement des capacités de journalistes et jeunes engagés en politique sur la paix et la cohésion sociale », une initiative du RIFONGA-Bénin, financé par le Fonds Canadien d'Initiative Locale (FCIL). L'objectif du projet est d'amener les citoyens béninois à adopter des comportements de paix et de cohésion sociale avant, pendant et après la période électorale 2026

23 Octobre 2024

Mesdames et messieurs !

En 2026, le Bénin connaîtra pour la première fois de son histoire, le couplage de plusieurs élections communales, législatives et présidentielles. Les périodes électorales étant souvent marquées par des rivalités politiques, des discours de haines, de désinformation avec des comportements pouvant perturber la paix et la cohésion sociale, le RIFONGA-Bénin dans une logique préventive s'est engagé dans une campagne de sensibilisation des communautés pour une période électorale apaisée.

Le présent atelier d'une journée vise à sélectionner, amender et valider deux messages de paix et de cohésion sociale parmi une proposition de huit messages disponibles. Les deux messages qui seront retenus seront portés par six artistes musiciennes, slameuses et griottes et diffusés par plusieurs canaux de communication.

Le RIFONGA –Bénin vous remercie pour votre engagement au quotidien pour la paix et compte sur vous pour des analyses et des choix de messages tenant compte de la sensibilité de cette période électorale.

Mesdames et messieurs !

Permettez-moi de remercier sincèrement l'Ambassade du Canada à travers le Fonds Canadien d'Initiative Locale (FCIL) pour avoir placé sa confiance sur le RIFONGA-Bénin, un réseau de femmes engagées dans la lutte contre toutes les formes de violences et pour son appui technique et financier.

Enfin, je vous invite à être assidues et à participer activement aux échanges pour l'atteinte de l'objectif visé

Vive les acteurs engagés pour la paix et la cohésion sociale au Bénin.

Vive le RIFONGA-Bénin,

Vive le CANADA

Je vous remercie.

- Mots d'ouverture de l'atelier par l'Imam de la Mosquée Centrale d'Abomey, Mr NONDI CHAO Iliasse

Liste des 8 messages :

Chers leaders politiques : pour un processus démocratique apaisé et consolidé, cultivons les valeurs de solidarité, de patriotisme et de dialogue ;

Leaders religieux ou traditionnels : la paix dans ta communauté est l'une de tes missions, alors, travail à la pacification de notre communauté ;

Leaders religieux, traditionnel et politique : entend que citoyens, respectons les institutions de la République et travaillons à les renforcer ;

Leaders religieux, traditionnel et politique : vivre ensemble, en paix, nécessite la culture des valeurs de tolérance, de paix et de cohésion sociale,

Le Bénin est mon pays, c'est ton pays, c'est notre pays, rien ne doit ébranler sa stabilité ! œuvrons ensemble pour une période électorale apaisée.

La paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement !

Adoptons des comportements responsables pour la paix, la cohésion sociale en vue d'un développement harmonieux et durable de notre pays.

Bénoises et béninois : évitons les discours diffamatoires et de haine pour la consolidation de la paix et le renforcement de la démocratie ;

Bénoises et béninois : le respect des résultats des urnes est gage de paix et de cohésion sociale.

Restitutions :

Groupe N°2 :

Message 5 choisit et aménagé : Le Bénin est mon pays, c'est ton pays, c'est notre pays, rien ne doit ébranler sa stabilité ! Œuvrons ensemble pour une période électorale apaisée et un vivre ensemble en paix, en promouvant des valeurs de tolérance, de paix et de cohésion sociale

Message 6 choisit et aménagé :

Groupe N°1 :

Message 5 choisit : **Le Bénin est mon pays, c'est ton pays, c'est notre pays, rien ne doit ébranler sa stabilité ! Œuvrons ensemble pour une période électorale apaisée.**

Message 6 choisit et aménagé : La paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement !

Adoptons des comportements responsables pour la paix, la cohésion sociale en vue d'un développement harmonieux et durable de notre pays.

Messages retenus par les participants :

5 - Le Bénin est mon pays, c'est ton pays, c'est notre pays, rien ne doit ébranler sa stabilité ! Œuvrons ensemble pour une période électorale apaisée en promouvant des valeurs de tolérance, de paix et de cohésion sociale.

6 - Leaders politique, religieux et traditionnel, béninoises et béninois, pour un développement harmonieux de notre pays, adoptons des comportements responsables de paix et de cohésion sociale.



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, à la 1^{ère} session ordinaire du Conseil d'Administration (C.A) de l'année 2024 du RIFONGA-Bénin à son siège, le lundi 28 octobre 2024. Les grandes lignes : - Présentation de l'agenda et mots de bienvenu de la Modératrice, Mme Jeanne MAKOUTODE ADJIBODOU, de l'ONG GAGES - Allocution d'ouverture de la Présidente du C.A. RIFONGA-Bénin, Mme Léontine IDOHOU KONOU, - Présentation du rapport d'activités de janvier à juin 2024 par Mme Innoncentia GUEDEGBE, de l'ONG APFEM, Trésorière Adjointe et Secrétaire Générale par intérim. - Présentation du rapport financier de janvier à juin 2024 par Mr Fabien CODJA ADJOVI, le Comptable du RIFONGA-Bénin, mandaté par Mme Marie Odile HOUNTONDJI COMLANVI de l'ONG GAGES, Trésorière Générale du RIFONGA-Bénin - Amendement et validation des rapports, - Divers.

28 octobre 2024

DISCOURS D'OUVERTURE

Madame la Vice-Présidente,
Mesdames les Présidentes Départementales,
Mesdames les Présidentes des ONG et Associations membres du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin

Chères membres du CA,

A l'entame de notre rencontre, je voudrais avec vous rendre grâce à DIEU pour nous avoir permis de rendre effective cette rencontre et d'y participer.

C'est pour moi une immense joie de présider, ce jour, 28 octobre 2024, la 1^{ère} session ordinaire du Conseil d'Administration de l'année 2024.

Chers membres, du Conseil d'Administration,

Quelques situations déplorables ont perturbé la tenue à bonne date de la présente session.

Je vous souhaite la bienvenue, vous félicite et vous remercie de votre disponibilité, votre engagement, votre présence et votre participation légendaire.

Au cours de l'année 2024, le RIFONGA-Bénin a mené plusieurs activités et mis en œuvre quelques projets dont :

Le Projet « Le Programme d'Appui à l'Égalité de Genre » du PAEG1 zone3 co-financé par la Coopération Suisse à 80% pour une durée de 4 ans (du 10 Novembre 2022 au 30 juin 2026).

Le projet : « Autonomisation des apprenties vulnérables dans un environnement sans violence » avec l'appui de OXFAM-CANADA qui a pris fin en juin 2024 ;

Le Projet : « Contribuer à une période électorale apaisée au Bénin en 2026 » à travers des sensibilisations par :

*l'amplification de la voix des femmes leaders artistes et chefs religieux et traditionnels ;

*le renforcement des capacités des journalistes et jeunes engagés en politique sur la paix ;

*et la cohésion sociale » pour une durée d'un an financé par le Fonds Canadien d'Initiatives Locales.

- La participation du RIFONGA-Bénin à plusieurs activités organisées par la MDSC, la PASCIB, le Social Watch, les Ministères, les autres membres et OSCs.

Mesdames les membres du Conseil d'administration,

Je rappelle à votre attention qu'il est organisé tous les lundis des réunions hebdomadaires en vue de prises de décisions concertées pour faciliter les échanges, la mise en œuvre et le suivi des projets dans l'optique du fonctionnement optimal du réseau.

Mais force est de constater que la plupart des membres n'y participent pas.

A cet effet, je vous encourage et vous exhorte une fois encore chacune à faire plus d'efforts pour la bonne marche du réseau.

Je voudrais de même vous rassurer que tous ces différents projets ci-dessus cités ont été exécutés avec succès et les comptes rendus y relatifs envoyés aux partenaires.

Permettez-moi, chers membres, de saluer vos contributions constantes, vos efforts et sacrifices consentis à divers degrés pour la bonne exécution des différents projets mis en œuvre par le réseau.

En outre, je me permets de louer votre détermination, votre abnégation et votre expertise qui ont été hautement appréciées par les partenaires.

Je vous exhorte à garder le cap en vous rendant plus disponibles pour la conception et l'élaboration de nouveaux projets en vue d'un réel développement durable à la base et pour notre réseau.

Je remercie, par ailleurs, le personnel et l'équipe de gestion des projets qui ont su avec tact et détermination œuvrer à la réussite des activités conformément aux directives des partenaires.

Je vous félicite, vous encourage et vous exhorte à poursuivre sur cette lancée.

Chers membres du RIFONGA,

Je réitère mes remerciements aux partenaires, notamment, à la Coopération Suisse, et l'Unité de Gestion Participative (UGP), Oxfam Canada, le Fonds Canadien d'Initiatives Locales (FCIL) sans lesquelles toutes ces activités ne pourront être effectives.

28 octobre 2024

Enfin, je vous invite à des débats constructifs et fructueux pour la promotion de notre réseau. C'est sur ces mots que je déclare ouverte la présente session du Conseil d'Administration. Vive la promotion du RIFONGA-Bénin
Vive les membres du RIFONGA-Bénin
Je vous remercie.
La Présidente du C.A. RIFONGA-Bénin, Mme Léontine IDOHOU KONOU.



Participation du Groupe Thématique Santé de Social Watch Bénin (SWB), représenté par Mme Assiba Solange ZOTTO de l'ONG APASIC, Administratrice de Zone Couffo de SWB, à «l'atelier de décryptage du projet de loi de finances gestion 2025 et de formulation des propositions de la société civile à soumettre à l'audience en commission à l'Assemblée Nationale », organisé par Social Watch Bénin avec l'appui financier de l'UNICEF et de la GIZ, du Jeudi 07 au Vendredi 08 Novembre 2024 à l'hôtel TERRA NOSTRA de Ouidah.

Les grandes lignes :

Jour 1 : - cérémonie d'ouverture,

- session 1 : point de la prise en compte des aspirations de la Société Civile dans le budget 2025, suivie d'échanges,
- session 2 : processus de prise en compte du genre et des questions climatiques dans les finances publiques et analyse du budget avec la sensibilité genre et climat, suivie d'échanges,
- session 3 : les orientations macro-économiques, les mesures fiscales et non fiscales du projet de budget 2025, suivie d'échanges,
- session 4 : analyse de la situation de la dette du Bénin et la stratégie d'endettement prévue pour le budget 2025, suivie d'échanges,
- session 5 : analyse des prévisions budgétaires du secteur de l'éducation, suivie d'échanges,
- session 6 : analyse des prévisions budgétaires du secteur de la santé, suivie d'échanges,

07 au 08 Novembre 2024

07 au 08 Novembre 2024

Jour 2 : - session 7 : analyse des prévisions budgétaires des secteurs eau, hygiène et assainissement, suivie d'échanges,
- session 8 : analyse des prévisions budgétaires des secteurs de l'énergie, cadre de vie et climat, suivie d'échanges, - session 9 : analyse des prévisions budgétaires du secteur de la protection sociale, suivie d'échanges, - travaux de groupes par thématique sectorielle,
- présentation en plénière des échanges, - session 10 : analyse du processus de participation de la Société Civile au processus budgétaire, suivie d'échanges.
Lancé par le Président du Réseau Social Watch Bénin avec l'appui financier de nos partenaires UNICEF et GIZ, et la représentation de la Direction Générale du Budget, l'atelier de décryptage du projet de loi de finances gestion 2025 et de formulation des propositions de la société civile, initié dans le cadre de la présentation des besoins de la population portés par la société civile aux audiences publiques sur le Projet de Budget de l'Etat gestion 2025, vise à :
- Faire le point de la prise en compte des aspirations de la société civile dans le budget 2025
- Parcourir le processus de prise en compte du genre et des questions climatiques dans les finances publiques et analyse du budget, - Prendre connaissance des orientations macro-économiques, mesures fiscales et non fiscales du projet de budget 2025, - Analyser la situation de la dette du Bénin et la stratégie d'endettement prévue pour le budget 2025
- Faire l'analyse des prévisions budgétaires des secteurs de l'éducation, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement, de l'énergie, le cadre de vie et le climat, et de la protection sociale.
- Allocution du Conseiller Technique (CT) de la GIZ
- Allocution d'ouverture du Président du C.A SWB
- Session 1, présentée par Mme Yétongnon
- Session 2, présentée par les cadres de la DGB (Direction Générale du Budget)
- session 3, présentée par Mr Ishola ODOUBOUGOU
- session 4 : par le Dr Gérard SOKEGBE
- session 5 : par Mme Noëlle HOUNNOU Epse FADONOUGBO
Jour 2 : - sessions 6 et 7 : présentées par Mr Raymond KEYA
- travaux de groupes par thématique sectorielle,
- présentation en plénière des échanges,
- session 10 suivie d'échanges.



19 Novembre 2024

Participation de l'ONG APASIC représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, membre du Conseil d'Administration (C.A) RIFONGA Bénin, entend que membre de l'équipe de suivi et représentante de la cheffe de file, Mme Léontine IDOHOU KONOU, à la FORMATION DES COORDINATIONS COMMUNALES DES PARTIS POLITIQUES SUR LE GENRE, 19 Novembre 2024 à la Maison des Jeunes de Kpomassè, dans le cadre du Programme d'Appui à l'Egalité den Genre, phase 1 (PAEG 1) Zone 3, piloté par le CRWF (Consortium RIFONGA, WANEP, FENEP) dont RIFONGA –Bénin est le chef de file.
Les grandes lignes : - Cérémonie d'ouverture par Mme Assiba Solange ZOTTO, le représentant du Maire, la responsable GUPS (Guichet Unique de la Protection Sociale),
- Introduction de la formation, présentation des participants.es ; recueil des attentes et craintes ; présentation des objectifs de la formation, - Présentation du PAEG Zone 3 (y compris les statistiques des femmes dans les instances de prises de décision et la liste des bénéficiaires) et distribution de la liste des bénéficiaires, par la Chargée de Programme Mme Bienvenue KASSEHIN,

19 Novembre 2024

- Présentation des notions de genre, genre transformateur et autres concepts apparentés. (Clarification conceptuelle),
- Travaux de groupes
- Présentation des notions de genre, genre transformateur et autres concepts apparentés : LNOB et GTA Travaux de groupes (Suite),
- Présentation du diagnostic fait par les partis politiques et appropriation du « CONSENSUS DE BOHICON »,
- Travaux de groupe sur les stratégies à mettre en place pour l'amélioration des statistiques actuelles au niveau local,
- Planification de la restitution dans les arrondissements et prise d'engagement pour la mise en œuvre effective des stratégies retenues,
- Evaluation de l'atelier.



29 Novembre 2024

Participation du RIFONGA-Bénin, représenté par les dames :

- Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin,
- Sylvie ADJAÏ, secrétaire bilingue du RIFONGA-Bénin,
- Clarisse SOTON, agent de liaison du RIFONGA-Bénin,
- Oriane BENON stagiaire au RIFONGA-Bénin,

à l'invitation du Plan International, pour « LA MARCHE JUSQU'A L'EGALITE » dans le cadre de la célébration de ses 30 ans au Bénin suivie d'une visite de stands sur les résultats de ses projets et initiatives ; sous le haut parrainage du Ministre d'Etat Chargé du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale.

La marche est organisée du carrefour Fidjrossé plage au Palais des Congrès de Cotonou, le vendredi 29 Novembre 2024.



Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO (Présidente de l'ONG APASIC), Conseillère à la Communication et aux TIC du Conseil d'Administration du RIFONGA-Bénin, représentante du RIFONGA-Bénin, à la deuxième rencontre du comité scientifique avec les chargés de communications des organisations membres de la plateforme nationale de la convergence.

Dans le but de mûrir les réflexions sur l'organisation de la campagne digitale d'information sur le forum, il s'est tenu le 06 décembre 2024 au siège de Social Watch Bénin, une séance entre le comité scientifique et les chargés de communications des organisations de la plateforme nationale de la convergence. Cette séance a connu la participation de plusieurs personnes dont la liste est annexée au présent rapport. Les principaux points abordés sont : La proposition des messages clés pour la campagne digitale, La proposition des canaux de communication, La proposition de planning pour la campagne digitale, Le divers.

1- Proposition des messages clés pour la campagne digitale : Après les civilités d'usage, des groupes de travail ont été créés afin de permettre à chaque participant de se sentir impliquer et considérer. Après un moment de travail en groupe, les propositions ont été faites au cours d'une plénière. L'objectif au départ était de formuler sept (07) messages clés. Les travaux de groupes nous ont permis de dépasser le nombre de messages attendu.

2. Proposition des canaux de communication, A ce stade, il a été question de proposer des canaux de communication pouvant faciliter la campagne digitale. Entre autres, les canaux suivants ont été proposés : Blogueurs / Influenceurs (Association des blogueurs du Bénin, Madame Actu, Oyono Guestarpo, Sessimè, Alain Kenneth, Gro et Métis), Presses écrites (la Nation, fraternité Plus), Web TV (Benin Reporter Monde, Béninois Libérés TV)

Pages (Myaddictives, Tokpatokpa, la Parakoise), Sur la demande d'un participant, 3.

Proposition de planning pour la campagne digitale

Afin de trouver le temps nécessaire, pour négocier ces différents prestataires et/ou canaux, il a été retenu que la campagne démarre au plus tard le 16 décembre 2024 et qu'elle soit précédée par une capsule vidéo qui l'annonce. Aussi, il a été demandé à M. HOMEYNON Nativité de finaliser la proposition de planning pour la campagne et de l'envoyer pour amendement.

4. Divers :

Dans le point de divers, le comité scientifique a notifié la fin du séjour de ses membres au Bénin et à procéder à la création d'un groupe de cinq (05) personnes pour poursuivre le travail sur l'organisation pratique de la campagne digitale.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance qui a commencé à 10h, s'est achevée vers 13h30.

06 décembre 2024



Participation de l'ONG APASIC représentée par Mme Assiba Solange ZOTTO, membre du Conseil d'Administration (C.A) RIFONGA Bénin, entend que membre de l'équipe de suivi à l'atelier « D'INFORMATION DES COMITES DES HOMMES S'ENGAGENT POUR LA PROMOTION DES DROITS DES FEMMES », le 13 Décembre 2024 à Sainte Anouarite à Abomey-Calavi, dans le cadre du Programme d'Appui à l'Egalité den Genre, phase 1 (PAEG 1) Zone 3, piloté par le CRWF (Consortium RIFONGA, WANEP, FENEP) dont RIFONGA – Bénin est le chef de file.

Les grandes lignes : Cérémonie d'ouverture, Introduction à l'atelier, présentation des participants.es ; Présentation des objectifs, Présentation du PAEG Zone 3, Echanges sur la masculinité positive, Projection vidéo sur la masculinité positive suivi de débats

Etat des lieux des initiatives locales en faveur des droits des femmes dans les Communes

- Travaux de groupes. (Chaque comité présente brièvement ses actions, ses réussites, et les défis rencontrés et les perspectives.) - Restitutions en plénières

Définition d'une vision commune et d'un plan d'action - Travaux en groupes pour l'identification d'actions concrètes à court et moyen termes

- Définition des rôles et responsabilités de chaque acteur et établissement d'un calendrier de mise en œuvre. - Restitutions en plénières

Evaluation de l'atelier.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Programme d'Appui à l'Égalité de Genre (PAEG) vise à « renforcer l'égalité de genre au sein de la société béninoise et réduire ainsi de manière durable la vulnérabilité socio-économique des femmes au Bénin. » Depuis novembre 2022, le Consortium RIFONGA-WANEP-FENEP met en œuvre la première phase du PAEG (PAEG 1) dans la zone 3, composée des départements de l'Atlantique, du Littoral, de l'Ouémé et du Plateau, avec l'appui financier de la Coopération suisse au Bénin. La mise en œuvre du programme est orientée par quatre thématiques dont le leadership politique féminin. . À ce titre, 502 jeunes femmes de différents bords politiques ont été sélectionnées et bénéficient de l'accompagnement du programme, dont 167 pour le compte de la zone 3. Ce programme reconnaît que, pour atteindre une véritable égalité de genre, il est nécessaire d'impliquer non seulement les femmes, mais également les hommes, en tant qu'acteurs clés du changement.

Des actions spécifiques sont donc prévues en direction des hommes, afin de les sensibiliser à leur rôle dans la promotion de la participation politique des femmes. Il est primordial que les hommes, souvent influents dans les processus décisionnels et les dynamiques communautaires,

13 Décembre 2024

13 Décembre 2024

comprennent qu'ils ont un rôle crucial à jouer dans la lutte pour l'égalité des sexes, condition pour accélérer la marche vers le développement. C'est dans cette perspective que l'initiative des comités 'les hommes s'engagent' au niveau communal, a été mise en place.

Pour un impact considérable et dans une approche de synergie d'action, le PAEG 1 envisage travailler avec les comités « les hommes s'engagent » qui existent déjà dans les communes d'intervention. Il est prévu d'appuyer ces comités dans leurs activités de promotion de l'égalité entre les sexes. Mais avant d'y parvenir, il est important d'établir le lien entre le CRWF et ces comités, à travers un cadre de réflexion et de sensibilisation. Il s'agira d'une rencontre physique qui réunira les membres des comités au niveau communal et les membres du CRWF ainsi que les Guichets Unique de Protection Sociale.

Les présents TdR renseignent sur les conditions et la méthodologie de réalisation de cette activité.

Objectif global

« Créer un cadre de collaboration et d'actions en faveur de l'égalité homme et femme et de la promotion de la participation politique des femmes. »

Objectifs spécifiques

Mieux connaître les comités des hommes s'engagent dans leur mode d'action ;

Identifier les points forts et les défis de chaque comité ;

Sensibiliser les comités d'hommes s'engagent sur l'importance de la présence des femmes dans les instances de prise de décision ;

Définir une vision commune et des actions concrètes entre les comités et le CRWF ;

RESULTATS ATTENDUS

Les initiatives locales rattachées aux comités des hommes s'engagent en faveur des droits des femmes dans les communes sont connues ;

Les membres des comités sont sensibilisés sur la masculinité positive en lien avec la participation politique des femmes ;

Un plan d'actions détaillé est élaboré et une vision d'action définie à travers des règles et des principes clairement définis ;

Une synergie d'action est créée entre les 11 comités des hommes s'engagent et le CRWF.



Du 17 au 20 Décembre 2024

Participation du Groupe Thématique Santé de Social Watch Bénin (SWB), représenté par Mme Solange Assiba ZOTTO de l'ONG APASIC, Administratrice de Zone Couffo de SWB, aux ateliers de dynamisation des démembrements de l'observatoire Communal de l'éducation couplée avec l'organisation des sessions de recyclage des membres sur leurs rôles et responsabilités ainsi que la mission et la vision de l'observatoire à Aplahoué, Klouékanmè, Lalo et Toviklin (Couffo) aux cotés des sieurs : BENON CHABI Pascal, Facilitateur sur les projets de DEDRAS, Arim ABIOLA : Comptable sur les projets de DEDRAS et SEIDOU OUZEIZOU

Les grandes lignes : 1. Rappel du contexte 2. Cérémonie d'ouverture 3. Déroulement de l'atelier 4. Recommandations 5. Bilan et clôture 6. Annexe le PV d'installation les photos illustratives.

Rappel du contexte de l'atelier :

L'Observatoire Communal de l'Education (OCE) est un démembrement de l'Observatoire de l'Education (OE) au niveau communal. Il est donc un instrument de veille de la société civile

au niveau de la commune dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales d'éducation. Pour cela un comité de onze (11) membres OCE composé des différents acteurs en charge de l'éducation mise en place par un arrêté n°5032/24/DEDRAS/CN/DAFC/CARI/SD du 12 Décembre 2024 adressée aux Présidents OCE portant sur la dynamisation et le recyclage des membres de l'observatoire communal d'Aplahoué. L'objectif général de ce comité est de développer des mécanismes innovants de veille citoyenne sur les problématiques éducatives et analyser les changements qui s'opèrent dans le secteur de l'éducation, en vue d'amener les décideurs communaux à mieux assurer leurs responsabilités dans la réalisation du droit à l'éducation.

Commune d'Aplahoué : Mardi 17 Décembre 2024

Ainsi, pour la pérennisation des acquis, DEDRAS et Social WATCH ont organisé un atelier d'une journée dans la commune d'Aplahoué, Mardi 17 Décembre 2024 dans la salle de réunion du Centre de Promotion Social (CPS) afin d'analyser les résultats issus des activités réalisées et d'autre part, procédé à l'installation des membres OCE. Le présent rapport fait la synthèse des travaux effectués au cours de l'atelier.

Cérémonie d'ouverture

Le mot d'ouverture a été fait par le Chef Cabinet représentant du Maire Mr Rock Modérant TOKLO qui après ces mots de bienvenus, a expliqué aux participants le bien fondé de cet atelier afin d'analyser les résultats au cours de l'année 2024-2025. Pour finir, il a exhorté les participants à un maximum de concentration et à l'esprit de participation aux débats afin de bien internaliser les notions sur la mission des membres OCE. Et c'est sur ces mots qu'il a déclaré la séance ouverte suivi de la présentation des participants. Etant présent à cet atelier les membres OCE, représentants DEDRAS et Social WATCHA et le représentant du Maire. Au total dix-sept (17) participants.

Déroulement de l'atelier

Rappel des objectifs de l'atelier aux membres OCE

L'objectif principal de cet atelier est de procéder à la dynamisation et au renforcement des capacités de l'Observatoire de l'Education et ses démembrements au niveau local (77 communes) et départemental (12 départements) dont les objectifs spécifiques sont de :

mettre à jour la base de données des OCE existants et renouveler les structures locales et départementales de l'Observatoire de l'Éducation ;

renforcer la compréhension des rôles et responsabilités des membres de l'Observatoire de l'Éducation et de ses démembrements ;

consolider la mission et la vision de l'Observatoire auprès de ses membres;

dynamiser les démembrements locaux et régionaux de l'Observatoire pour une meilleure performance. La présentation des objectifs est faite par Mme Solange Assiba ZOTTO.

Présentation des différentes communications

Plusieurs communications ont fait objet de débats :

1^{ère} communication :

La communication présentée par Mr Pascal Chabi BENON de l'ONG DEDRAS porte sur comment utiliser la plateforme Educ-Evaluation-Citoyenne.bj. A cette partie, le communicateur a expliqué aux participants la plateforme qui est un outil et un moteur de recherche, un espace de dialogue et qui permet aux membres OCE de renseigner facilement les données qualitatives et quantitatives concernant l'éducation. Après présentation les participants ont posé assez de question de compréhension suivie d'un cas pratique.

2^{ème} communication :

La communication présentée par le Président OCE Aplahoué Mr TINHUNGOUGOUI Louis Enini, porte sur Bilan des activités réalisées par les membres OCE. Dans sa présentation, il a énuméré les activités réalisées à savoir :

Sur le plan pédagogique, informé le CP et le C/CS sur le comportement des enseignants dans les écoles (absence, retard, paresse, châtime et autres) avec les élèves ;

Sur le plan des conditions de travail, informé les autorités en charge de l'éducation sur l'état de classes –Mobilier-manquant ou insuffisantes ;

Aménagement des toits de certaines écoles décoiffés ;
Sur le plan nutritionnel, c'est-à-dire la cantine scolaire. Des mesures sont proposées aux Directeurs d'établissements et aux parents d'élèves afin de pouvoir apporter leur participation au repas chauds des apprenants ;

Participation à des séances d'échange pour analyser les résultats aux différents examens : CEP, BEPC et BAC 2023-2024 au niveau Communal et Départemental ;

Réalisation d'une enquête pour la collecte de données sur le mouvement des enseignants et les enseignants au poste au cours de l'année 2024-2025.

Il faut noter que la réalisation de ces activités n'a pas été une réussite sans difficultés, néanmoins quelques difficultés ont énuméré, il s'agit de :

Absence répétée de certains membres OCE ; ✓ Mutation de certains cadres membres OCE ;
Manque de moyens financiers pour faciliter la mise en œuvre des activités.

Comme solution, saisir par écrit les membres OCE absents au cours des séances et pour les cas de mutation, précédé au remplacement dans le cas échéant.

Pour atteindre les objectifs, des recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des partenaires DEDRAS et Social WATCH, il s'agit de :

Doter les membres OCE des ressources financières en matière de déplacement pour la mise en œuvre des activités ;

Pour la cantine scolaire, laisser à l'initiative de chaque Directeur la collecte des fonds chez les enfants afin de faciliter le paiement pour accès au repas chaud des apprenants.

3^{ème} Communication :

Cette communication porte sur le Guide d'organisation et de fonctionnement de l'Observatoire Communal et départemental de l'éducation au Bénin présentée par Mme Solange Assiba ZOTTO. Dans sa présentation, elle a énuméré les tâches, rôles et responsabilités du comité de pilotage de l'OCE ; son autonomie et ces relations avec les autres institutions et structures ; les ressources mise à disposition de l'OCE et l'ODE pour la gestion financière suivant les procédures de gestion administrative et financière de la Coalition. Après la présentation et questions de compréhension, place fut donner au Chef Cabinet représentant du Maire pour installation officielle des membres OCE de la commune d'Aplahoué.

Installation des membres de l'OCE et mise en place du comité de gestion de l'OCE

Pour l'installation des membres de l'OCE, le Chef Cabinet représentant du Maire, par la note n°5032/24/DEDRAS/CN/DAFC/CARI/SD du 12 Décembre 2024 adressée aux Présidents OCE portant sur la dynamisation et le recyclage des membres de l'observatoire communal d'Aplahoué ordonne de façon consensuelle les membres du comité OCE a désigné les trois (03) personnes pour conduire l'équipe. Après échange entre les membres OCE, trois (03) personnes sont désigné. Il s'agit de Mr TINHUNGOUGOUI Louis Enini Président, Mr BOSSOU SIKO Patrice Secrétaire et Mme QUENUM

Clotilde Estelle Trésorière. Voici la liste complète des nouveaux membres de l'Observatoire Communal de l'Education (OCE) d'Aplahoué.

Il faut noter que le PV de dynamisation des membres de l'observatoire communal de l'éducation est annexé derrière le présent rapport.

Recommandations

Au cours de cet atelier et pour la réussite des activités, des recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des partenaires DEDRAS et Social WATCHA, il s'agit de :

Mobilisation des ressources :

Doter les membres OCE des ressources financières en matière de déplacement pour la mise en œuvre des activités ; Cantine scolaire :

Échanger avec les autorités en charge de cantine scolaire afin de laisser à l'initiative de chaque Directeur la collecte des fonds chez les enfants ceci pour faciliter le paiement et accès au repas chaud des apprenants.

Bilan et mot de clôture

De façon globale, les impressions ont été très bonnes et satisfaisantes au point d'en demander que ces ateliers soient réguliers pour le renforcement continu de la capacité des OCE.

Le bilan et la clôture de l'atelier se sont déroulés en présence du Chef Cabinet représentant du Maire.

Tous les participants ont salué les efforts de l'équipe d'organisation dans le déroulement des différentes communications. Enfin, le représentant du Maire a remercié et félicité les membres OCE pour leur participation à l'atelier. Sur ces mots d'encouragement, déclare la séance clôturée.



Commune de Klouékanmè : Mercredi 18 Décembre 2024 dans la salle de réunion de la mairie.
Cérémonie d'ouverture

Le mot d'ouverture a été fait par le Maire de la commune de Klouékanmè Mr Dieu donne GBEDJEKAN entourée de son staff composé du premier adjoint Mr Aime AKANDO du deuxième adjoint Mr Raymond OTODJI qui après ces mots de bienvenues, a expliqué aux participants le bien fondé de cet atelier afin d'analyser les résultats au cours de l'année 2022-2024. Pour finir, il a exhorté les participants à un maximum de concentration et à l'esprit de participation aux débats afin de bien internaliser les notions sur la mission des membres OCE. Et c'est sur ces mots qu'il a déclaré la séance ouverte suivi de la présentation des participants. Etant présent à cet atelier les membres OCE, représentants DEDRAS et Social WATCH et les autorités de la mairie.

Déroulement de l'atelier : Rappel des objectifs de l'atelier aux membres OCE par Mme Solange Assiba ZOTTO.

1^{ère} communication : par Mr Pascal Chabi BENON de l'ONG DEDRAS

2^{ème} communication : par le rapporteur OCE Klouékanmè Mr OLOU Seto, porte sur Bilan des activités réalisées par les membres OCE. Dans sa présentation, il a énuméré les activités réalisées à savoir :

Sur le plan pédagogique, informé le CP et le C/CS sur le comportement des enseignants dans les écoles (absence, retard, paresse, châtiment et autres) avec les élèves ;

Sur le plan des conditions de travail, informé les autorités en charge de l'éducation sur l'état de classes –Mobilier-manquant ou insuffisantes ;

Aménagement des toits de certaines écoles décoiffés ;

Sur le plan nutritionnel, c'est-à-dire la cantine scolaire. Des mesures sont proposées aux Directeurs d'établissements et aux parents d'élèves afin de pouvoir apporter leur participation au repas chauds des apprenants ;

Participation à des séances d'échange pour analyser les résultats aux différents examens : CEP, BEPC et BAC 2023-2024 au niveau Communal et Départemental ;

Réalisation d'une enquête pour la collecte de données sur le mouvement des enseignants et les enseignants au poste au cours de l'année 2024-2025.

Il faut noter que la réalisation de ces activités n'a pas été une réussite sans difficultés, néanmoins quelques difficultés ont énuméré, il s'agit de :

Absence répétée de certains membres OCE ; ✓ Mutation de certains cadres membres OCE ;

Manque de moyens financiers pour faciliter la mise en œuvre des activités.

Comme solution,

Saisir par écrit les membres OCE absents au cours des séances et pour les cas de mutation, précédé au remplacement dans le cas échéant.

Mettre à disposition des moyens nécessaires pour la pérennisation des activités -
Allouer un budget annuel de gestion des activités de l'OCE.

Appuyer et former les OCE à la recherche de partenaires

Acquérir le matériel informatique pour le secrétariat

Pour atteindre les objectifs, des recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des partenaires DEDRAS et Social WATCH, il s'agit de :

Doter les membres OCE des ressources financières en matière de déplacement pour la mise en œuvre des activités ;

Pour la cantine scolaire, laisser à l'initiative de chaque Directeur la collecte des fonds chez les enfants afin de faciliter le paiement pour accès au repas chaud des apprenants.

3^{ème} Communication : par Mme Solange Assiba ZOTTO.

Après la présentation et questions de compréhension, place fut donnée au Chef Cabinet représentant du Maire pour l'installation officielle des membres OCE de la commune Klouékanmè

Installation des membres de l'OCE et mise en place du comité de gestion de l'OCE

Pour l'installation des membres de l'OCE, le Chef Cabinet représentant du Maire, par la note n°5032/24/DEDRAS/CN/DAFC/CARI/SD du 12 Décembre 2024 adressée aux Présidents OCE portant sur la dynamisation et le recyclage des membres de l'observatoire communal Klouékanmè ordonne de façon consensuelle les membres du comité OCE a désigné les trois (03) personnes pour conduire l'équipe. Après échange entre les membres OCE, trois (03) personnes sont désigné. Il s'agit de Mr DAHOUE Ernest Président, Mr OLOU Seto Secrétaire et Mme AGOSSOU Christelle Trésorière. Voici la liste complète des nouveaux membres de l'Observatoire Communal de l'Education (OCE) Klouékanmè.

Il faut noter que le PV de dynamisation des membres de l'observatoire communal de l'éducation est annexé derrière le présent rapport.

Recommandations

Au cours de cet atelier et pour la réussite des activités, des recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des partenaires DEDRAS et Social WATCHA, il s'agit de :

Mobilisation des ressources :

Doter les membres OCE des ressources financières en matière de déplacement pour la mise en œuvre des activités ; Cantine scolaire :

Échanger avec les autorités en charge de cantine scolaire afin de laisser à l'initiative de chaque Directeur la collecte des fonds chez les enfants ceci pour faciliter le paiement et l'accès au repas chaud des apprenants.

Bilan et mot de clôture

De façon globale, les impressions ont été très bonnes et satisfaisantes au point d'en demander que ces ateliers soient réguliers pour le renforcement continu de la capacité des OCE. Le bilan et la clôture de l'atelier se sont déroulés en présence du deuxième adjoint au maire et du secrétaire exécutif de la Maire. Tous les participants ont salué les efforts de l'équipe d'organisation dans le déroulement des différentes communications. Enfin, le représentant du Maire a remercié et félicité les membres OCE pour leur participation à l'atelier. Sur ces mots d'encouragement, il déclare la séance clôturée.



Commune de Lalo : Jeudi 19 Décembre 2024 dans la salle de réunion de la mairie.

Cérémonie d'ouverture

A l'ouverture de la séance 1^{er} Adjoint au maire de Lalo Mr KATCHEDJI Claude, à travers ses mots de bienvenue a salué tous les participants en occurrence les membres OCE pour tout ce qu'ils font en faveur de l'éducation Béninoise. Il a ensuite expliqué au participant le bien-fondé de cet atelier et c'est sur ces mots qu'il a déclaré la séance ouverte suivi de la présentation des participants. Etant présent à cet atelier les membres OCE, représentants DEDRAS et Social WATCH et les autorités de la mairie.

Déroulement de l'atelier : Rappel des objectifs de l'atelier aux membres OCE par Mme Solange Assiba ZOTTO. **Présentation des différentes communications**

1^{ère} communication : par Mr Pascal Chabi BENON de l'ONG DEDRAS.

Après présentation les participants ont posé assez de questions de compréhension suivies d'un cas pratique.

2^{ème} communication : par le Président OCE Lalo Mr DJAGNI Vincent, porte sur Bilan des activités réalisées par les membres OCE. Dans sa présentation, il a énuméré les activités suivantes :

Sur le plan pédagogique, informé le CP et le C/CS sur le comportement des enseignants dans les écoles (absence, retard, paresse, châtement et autres) avec les élèves ;

Sur le plan des conditions de travail, informé les autorités en charge de l'éducation sur l'état de classes –Mobilier-manquant ou insuffisantes ;

Aménagement des toits de certaines écoles décoiffés ;

Sur le plan nutritionnel, c'est-à dire la cantine scolaire. Des mesures sont proposées aux Directeurs d'établissements et aux parents d'élèves afin de pouvoir apporter leur participation au repas chauds des apprenants ;

Participation à des séances d'échange pour analyser les résultats aux différents examens : CEP, BEPC et BAC 2023-2024 au niveau Communal et Départemental ;

Réalisation d'une enquête pour la collecte de données sur le mouvement des enseignants et les enseignants au poste au cours de l'année 2024/2025.

Il faut noter que la réalisation de ces activités n'a pas été une réussite sans difficultés, néanmoins quelques difficultés ont énumérés, il s'agit de :

Manque de moyens financiers pour faciliter la mise en œuvre des activités.

Pour résoudre ces problèmes, nous avons suggéré aux autorités compétentes de :

Mettre à notre disposition des moyens nécessaires pour la pérennisation des activités

Allouer un budget annuel de gestion des activités de l'OCE.

Appuyer et former les OCE à la recherche de partenaires

Acquérir le matériel informatique pour le secrétariat

Pour atteindre les objectifs, des recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des partenaires DEDRAS et Social WATCH, il s'agit de :

Doter les membres OCE des ressources financières en matière de déplacement pour la mise en œuvre des activités ;

Pour la cantine scolaire, laisser à l'initiative de chaque Directeur la collecte des fonds chez les enfants afin de faciliter le paiement pour accès au repas chaud des apprenants.

3^{ème} Communication : par Mme Solange Assiba ZOTTO.

Après la présentation et questions de compréhension ont été posées par des participants pour de plus amples éclaircissements.

Installation des membres de l'OCE et mise en place du comité de gestion de l'OCE

A ce niveau, vu le travail abattu par le comité précédent et le dynamisme dont a fait preuve le Président, tous les participants ont adopté à l'unanimité que l'ancien comité soit reconduit. C'est à cet effet que le premier adjoint au maire, Monsieur KATCHEDJI Claude a procédé à l'installation des membres OCE à travers la note n°5032/24/DEDRAS/CN/DAFC/CARI/SD du 12 Décembre 2024 adressée aux Présidents OCE portant sur la dynamisation et le recyclage des membres de l'observatoire communal de Lalo.

Recommandations : Pour la réussite des activités, des recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des partenaires DEDRAS et Social WATCHA, il s'agit de :

Doter les membres OCE des ressources financières en matière de déplacement pour la mise en œuvre des activités ;

Échanger avec les autorités en charge de cantine scolaire afin de laisser à l'initiative de chaque Directeur la collecte des fonds chez les enfants ceci pour faciliter le paiement et l'accès au repas chaud des apprenants.

Doter l'OCE d'un ordinateur pour la rédaction des rapports d'activité
Bilan et mot de clôture.

A la clôture, le 1^{ER} Adjoint au maire de Lalo, très satisfait des travaux de cet atelier a formulé des prières de longue vie à l'observatoire et a demandé au Tout Puissant d'accompagner tous les participants dans leurs familles respectives.



Commune de Toviklin : vendredi 20 Décembre 2024 à la Mairie de Toviklin
Cérémonie d'ouverture

La séance a démarré par les mots de bienvenu du représentant du maire en la personne de Monsieur IMOROU Bourhanou DDLP, représentant le maire empêché

Dans son allocution, il a salué les participants tout en les remerciements au rôle qu'ils ont joué dans la commune sur le plan éducatif. Il a exhorté tous les membres de l'OCE à plus d'ardeur dans le fonctionnement pour une éducation de qualité gage d'un développement durable. Il demande aux participants de bien suivre les communications.

C'est sur ces mots qu'il a ouvert officiellement les activités de la formation.

Présentation des activités

La première activité est la capsule de la plateforme. Elle est présentée par Chabi Pascal BENON. Dans son exposé, il a démontré le processus pour accéder à la plateforme educe.valuation-citoyenne.bj Après cela, s'en est la deuxième activité qui est de focaliser notre attention sur le bilan des activités de l'observatoire communal dans la commune de Toviklin. Il faut retenir dans ce bilan, les réalisations, les difficultés rencontrées, les solutions et les recommandations. Les réalisations, La participation aux sessions de vote de budget et de réédition de compte administratif organisée par la mairie. La réfection de salle de classe dans certaines écoles primaire publique de la commune. La collecte des résultats aux différents examens de fin d'année. L'analyse desdits résultats avec les acteurs concernés. La mise en place d'un dispositif pour une amélioration qualitatif et quantitatif de ces résultats

La sensibilisation pour le maintien des filles à l'école

La communication avec les patrons et patronnes sur les textes liés à l'apprentissage.

L'organisation des séances de sensibilisation sur le VBG

La participation de l'OCE au lancement des examens de fin d'année

Difficultés

Le manque de ressources financières pour la réalisation des activités éducatives

La non motivation des membres OCE

La non disponibilités de certains membres pour les actions éducatives

La réticence des acteurs artisans à fournir des données fiables pour une évaluation de la situation des apprenants.

La mobilisation des fonds pour la mise en œuvre de nos PTA C- LES SOLUTIONS :

Mettre à disposition des moyens idoines pour la pérennisation des activités de l'OCE.

Allouer un budget annuel pour les activités de l'OCE

Appuyer et former les membres de l'OCE à la recherche d'un partenaire ;

Acquérir les matériels informatic pour le fonctionnement du secrétariat

RECOMMANDATION

Revoir la gestion et le fonctionnement des organes de l'OCE Appuies au membre de l'OCE.

Après cette étape, Madame Solange Assiba ZOTO, a présenté le guide de fonctionnement de l'OCE, le rôle et la responsabilité de chaque membre.

Au cours de son exposé, elle a défini les critères de sélection des membres de l'OCE et de ses démembrements.

Installation des membres de l'OCE et mise en place du comité de gestion de l'OCE

	<p>Concernant la redynamisation des activités de l'OCE, monsieur Comlan Florent KEMBO, point focal de l'éducation au niveau de la mairie de Toviklin remet le tablier de la présidence de l'OCE à monsieur VIDEGLA Albert de façon consensuelle les membres du comité OCE a désigné les trois (03) personnes pour conduire l'équipe. Après échange entre les membres OCE, trois (03) personnes sont désigné. Ainsi le nouveau bureau à trois (03) membres Exécutif présente comme suit :</p> <p>Président VIDEGLA Albert Secrétaire HOUNGUE Dossou Francis Trésorière N'SOUGAN Régine</p> <p>La séance démarrée à 9 heures à pris fin à 14 heures par la prise de photo de famille à la grande satisfaction de tous.</p> <p>CONCLUSION</p> <p>Sommes toutes, cette formation a permis à chaque participant de connaître son rôle de l'OCE, et de savoir comment mobiliser les ressources matérielles et financière pour la pérennisation du projet.</p>
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Décembre 26 2024</p>	<p>Participation de Mme Assiba Solange ZOTTO, Administratrice de Zone Couffo de SWB, au Conseil d'Administration de Social Watch Bénin en ligne (virtuelle) le jeudi 26 Décembre 2024.</p> <p>Cette réunion sera essentiellement centrée sur le rapport 2024 et le projet de PTAB 2025 et s'est déroulée sur Google Meet à : https://meet.google.com/rfk-mrfi-cnp.</p>
<p>Janvier à Décembre 2024</p>	<p>Participation de l'ONG APASIC représentée par quelques responsables et membres à diverses séances virtuelles d'informations, de consultation et de renforcements de capacités (webinaires) sur diverses thématiques par des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).</p>



I) DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS

L'ONG APASIC, réellement engagée pour le social depuis 24 ans, est cependant confrontée est soumise à des difficultés d'ordre organisationnel et financier telles que :

- l'absence d'une équipe dynamique de projets autour de la Responsable Chargée des Programmes et Projets a fait que l'ONG APASIC n'a pas pu bénéficier des subventions pour la mise en exécution de ses projets tout en participant à quelques appels à projets ;

- non obtention d'un Partenaire Technique et Financier ainsi qu'un contrat Financier et Technique avec aucun Partenaire ;

- non disposition d'employés permanents d'où l'absence des compétences.

Faute de disponibilité de ressources, nos interventions réduites sur le terrain ont laissé nos bénéficiaires/communautés (surtout les groupements de femmes rurales) sans renforcements de capacités et sans soutien.

Les difficultés n'ont pas émoussé les ardeurs des membres au point d'empêcher l'ONG APASIC à mener quelques activités prévues pour le compte de l'année 2024.

Comme solutions pour faire face aux charges de fonctionnement ainsi que la mise en exécution des quelques-unes de nos activités, nous faisons appel à une mobilisation des ressources à travers les cotisations, les souscriptions volontaires des membres, des sympathisants, des connaissances, des collègues et à des efforts de rationalisation des dépenses.

II) LES PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025

En 24 ans d'existence, l'ONG APASIC dispose d'une banque de projets et l'existence de ce lot de projets, permettra de répondre dans les délais aux appels lancés par les partenaires en mobilisant une équipe dynamique de projets et en tenant compte des domaines d'intervention des Partenaires Techniques et Financiers pour un meilleur positionnement de l'ONG APASIC.

Il est urgent pour l'ONG APASIC d'envoyer une équipe auprès des Partenaires Techniques et Financiers présents au Bénin pour mieux se faire connaître et connaître aussi leurs domaines et zones d'interventions et répondre au mieux aux appels à projets. Poursuivre la visibilité faite autour de nos actions sur les réseaux sociaux qui nous a permis de mener certaines actions grâce à la philanthropie locale (soutiens des connaissances et mêmes des inconnus).

Rechercher des fonds et moyens matériel pour la mise en exécution des activités du plan d'action quinquennal (2025 - 2029) élaboré.

Rechercher des formateurs pour renforcer les capacités des populations rurales, en particulier, les femmes des groupements ruraux (en gestion administrative et financière des groupements, en techniques d'agriculture, d'élevage, de maraichage, de pisciculture, de transformation des produits agricoles, d'entreposage et de stockage des produits agricoles, de jardinage, ...) et l'alphabétisation en langues et l'apprentissage en français élémentaire.

CONCLUSION

La mission, la vision et le but de l'ONG APASIC : « Contribuer à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) en organisant les femmes/filles surtout rurales en vue de leurs autonomisations, de la connaissance et du bénéfice de leurs

droits afin qu'elles assument leurs rôles de mères pour le meilleur intérêt et la protection de leurs enfants et de la communauté » ; « Faire du Bénin, un modèle de développement dans la sous-région à travers l'accompagnement et l'appui des communautés rurales surtout les femmes dans leur processus de Développement Participatif et Durable en vue d'insuffler un dynamisme aux regroupements, par des actions de sensibilisation, de mobilisation et d'éducation pour permettre l'avènement d'une société pacifique, équitable, conviviale, fraternelle et paisible » ; « Promouvoir le développement à travers des actions sociales et des initiatives communautaires en vue de promouvoir l'entrepreneuriat par l'information, la communication, le changement de comportement, la formation et la sensibilisation. », permettent d'affirmer qu'elle impacte les indicateurs nationaux mis en place par le gouvernement béninois à travers ses actions.

De l'effort fourni par son Conseil d'Administration, son Bureau Exécutif, ses membres, ses Réseaux partenaires à divers niveaux (à travers son implication dans la mise en œuvre de leurs activités) et des soutiens (des sympathisants, des connaissances, des collègues), l'ONG APASIC manifeste une satisfaction du fait que sans grands moyens, elle n'est pas restée oisive. Mais tant qu'il reste à faire, c'est comme si rien n'est fait.

L'ONG APASIC œuvre encore et toujours pour : Ensemble, mobilisons les bonnes volontés pour l'humanitaire !

Il est très vital pour son existence, que l'ONG APASIC se bat plus pour la mobilisation des ressources afin de répondre aux préoccupations de développement.

N° 0821 / MECCAG – PDPE / DC / DPRPIB / SCAONG du 27/04/01 ~ N° 008ac-2001/CPA-ONG/D/SA du 26/03/01 ; N°0474/MFPTRA/DC/SA du 23/03/01,
INSAE N° 2978530163430~N° 0014 / MCRI-SCBE / DBEVA / SSOCBE ; N° 0051 DDSP/ATL-LITT~~ N° IFU : 6201002064609,
ADRESSES : Maison ACHI, Village Avodjihoué, Arrondissement de Sokouhoué, Commune de Djakotomey, Département du Couffo
Telephones : (00229) 95 53 29 83 / 96 17 40 95 Email : ong_apasic@yahoo.fr, ou ong.apasic@gmail.com,
www.ong-apasicbenin.blogspot.com, - www.facebook.com/APASIC.ONG2000, twitter.com/apasic_ong , twitter.com/ApasicOng